

Artikel	Benaming van de opbrengsten	Oorspronkelijke raming	Vermeerdering	Vermindering	Aangepaste raming
	TOTAAL VOOR TITEL I	7.579.674	9.257	- 8.840	7.580.091
	<b>TITEL II. — KAPITAALONTVANGSTEN</b>				
	<b>SECTOR I</b>				
	FISCALE ONTVANGSTEN EN ONTVANGSTEN UIT PARTICULIERE RECHTEN				
08.03	(Pro memorie)	0	0	0	0
	Totaal voor Sector I	0	0	0	0
	<b>SECTOR II. — ALGEMENE ONTVANGSTEN</b>				
76.01	Opbrengst van de verkoop of van de toekenning van alle andere zakelijke rechten op onroerende goederen (pro memorie)	0	0	0	0
76.02	Opbrengst van de verkoop van andere vermogensgoederen	75	0	0	75
76.03	Diverse ontvangsten	0	0	0	0
76.04	Opbrengsten van opgeloste geschillen	0	0	0	0
	Totaal voor sector II	75	0	0	75
	<b>SECTOR III</b>				
	ONTVANGSTEN MET SPECIALE BESTEMMING				
86.01	Terugbetaling van leningen toegestaan aan uitgevers (cf. O.A. 22- A.P. 24 - V.K. 81.02)	500	0	0	500
86.02	Terugbetaling van leningen toegestaan aan boekhandelaars (cf. O.A. 22 - A.P. 24 - V.K. 81.04)	30	0	0	30
87.01	Terugbetaling van leningen toegestaan aan personeelsleden of aan rechtverkrijgenden (cf. O.A. 40 - A.P. 13 - V.K. 82.01)	0	0	0	0
87.02	Terugbetaling van studieleningen (cf. O.A. 47 - A.P. 10 - V.K. 82.03)	491	0	0	491
	Totaal voor sector III	1.021	0	0	1.021
	Totaal voor titel II	1.096	0	0	1.096
	ALGEMEEN TOTAAL	7.580.770	9.257	- 8.840	7.581.187
	onderverdeeld in :				
	Ontvangsten met een speciale bestemming :	113.411	2.916	0	116.327
	Andere middelen :	7.467.357	6.341	- 8.840	7.464.860

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 570

[C - 2008/29089]

**7 DECEMBRE 2007. — Décret organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire est complété de la manière suivante :

« — « Conseil de Guidance », le conseil présidé par le chef d'établissement, réunissant les membres du conseil de classe de la classe fréquentée par l'élève concerné et, selon le cas un représentant au moins du conseil de classe d'une des années complémentaires visées au titre III et/ou d'une des années différenciées visées au titre IV et/ou de l'année de différenciation et d'orientation visée au titre V. Le Centre psycho-médico-social compétent peut, de plein droit, y participer. »

**Art. 2.** Dans le même décret, il est inséré un article *6bis* rédigé comme suit :

« Art. *6bis*. Sans préjudice des dispositions visées par l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, la deuxième année commune est accessible à tout élève régulier au sens de l'article 2, 6°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité :

1° Soit qui a suivi la première année commune et à l'égard duquel le Conseil de Classe a pris la décision visée à l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

2° Soit qui a suivi une année complémentaire organisée au terme de la première année commune à l'égard duquel le Conseil de classe a pris la décision visée à l'article 25, 1°, conformément au titre III;

3° Soit qui a suivi la deuxième année différenciée et à l'égard duquel le Conseil de Classe a pris la décision visée à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, 1°;

4° Soit, qui a suivi avec fruit, la première année commune dans un établissement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté flamande ou par la Communauté germanophone. »

**Art. 3.** Dans le même décret, il est inséré un article *6ter* rédigé comme suit :

« Art. *6ter*. L'élève ne peut redoubler aucune année constitutive du premier degré commun ou du premier degré différencié tels que définis par le présent décret, sauf dérogation accordée par le Gouvernement en cas d'absence motivée de longue durée.

L'élève ne peut pas fréquenter le premier degré de l'enseignement secondaire pendant plus de trois années scolaires. »

**Art. 4.** A l'article 11 du même décret, les termes « et 13 à 31 » sont insérés entre les termes « aux articles 6 à 10 » et les termes « du présent décret ».

**Art. 5.** A l'article 12 du même décret, les termes « et du premier degré différencié » sont insérés après les termes « des activités complémentaires ».

**Art. 6.** Dans le même décret, entre le Titre II et le Titre IV, qui devient le Titre VII, sont insérés des Titres III, IV, V et VI rédigés de la manière suivante :

« TITRE III. — De l'organisation d'une année complémentaire au sein du premier degré de l'enseignement secondaire

Art. 13. Une année complémentaire est organisée au bénéfice des élèves qui, au terme de la première ou de la deuxième années communes ou différenciées ou de l'année complémentaire organisée à l'issue de la 1<sup>re</sup> année commune fréquentée après avoir suivi une année différenciée pour autant, dans ces deux derniers cas, que l'élève soit titulaire du Certificat d'Etudes de Base, éprouvent des difficultés telles qu'une année distincte ou supplémentaire s'avère indispensable pour leur permettre d'atteindre la maîtrise des socles de compétences visées à la fin de la troisième étape du continuum pédagogique conformément à l'article 16, § 2, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et au décret du 19 juillet 2001 précité.

Durant cette année complémentaire sont pris en compte les besoins particuliers de l'élève concerné, et notamment ceux liés à son rythme d'apprentissage. L'organisation de cette année complémentaire vise à l'amener à résoudre les difficultés rencontrées dans la maîtrise de compétences, notamment en comblant les lacunes constatées et l'aider à s'approprier des stratégies d'apprentissage plus efficaces tout en favorisant chez cet élève le développement des compétences visées à la fin de la troisième étape du continuum pédagogique conformément à l'article 16, § 2 du décret du 24 juillet 1997 et au décret du 19 juillet 2001 précités et qui ne présentent pas de difficulté pour lui.

Cette année complémentaire ne peut en aucun cas constituer un redoublement de l'année antérieure.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. L'année complémentaire suivie à l'issue de la première année est accessible à tout élève régulier au sens de l'article 2, 6°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité :

1° Soit qui a suivi la première année commune et à l'égard duquel le Conseil de Classe a pris la décision visée à l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°;

2° Soit qui a suivi la première année différenciée et à l'égard duquel le Conseil de Classe a pris la décision visée à l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°;

3° Soit qui fréquente la deuxième année commune et à l'égard duquel le Conseil de Guidance prend, avant le 15 janvier, avec l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale la décision visée à l'article 15, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. L'année complémentaire suivie à l'issue de la deuxième année est accessible à tout élève régulier au sens de l'article 2, 6° de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité qui :

1° Soit a suivi la deuxième année commune et à l'égard duquel est prise une des décisions visées à l'article 26, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 1°;

2° Soit a suivi la deuxième année différenciée et à l'égard duquel est prise une des décisions visées à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, 2° et § 2, 1°, pour autant qu'il soit titulaire du Certificat d'Etudes de Base.

3° Soit fréquente la deuxième année commune et à l'égard duquel le Conseil de Guidance prend, avant le 15 janvier avec l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, la décision visée à l'article 15, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>.

4° Soit a suivi l'année complémentaire suivie après une première année différenciée sanctionnée par le Certificat d'Etudes de Base.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'examiner la situation de tout élève à propos duquel le Conseil de Classe estime qu'il rencontre des difficultés d'apprentissage, le Conseil de Guidance se réunit au moins trois fois par année scolaire : au début de l'année scolaire, avant le 15 janvier et au début du troisième trimestre.

Cet examen se fait sur la base d'un rapport établi par le Conseil de Classe qui comprend l'état de maîtrise des compétences attendues à la fin de la troisième étape du continuum pédagogique conformément à l'article 16, § 2, du décret du 24 juillet 1997 ainsi qu'au décret du 19 juillet 2001 précités et notamment les difficultés spécifiques rencontrées, les remédiations mises en place et les informations données à l'élève et à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale.

Le Conseil de Guidance rédige un dossier pour chaque élève concerné. Ce dossier reprend les éléments évoqués à l'alinéa précédent complétés suite aux délibérations du Conseil de Guidance. Le complément envisagé porte prioritairement sur les remédiations à mettre en place.

Si, lors de la deuxième des réunions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Conseil de Guidance estime que l'élève rencontre des difficultés d'apprentissage telles qu'une orientation vers une année complémentaire est envisagée, il élabore un plan individuel d'apprentissage reprenant les remédiations à mettre en place d'ici la fin de l'année scolaire en cours et durant l'année scolaire suivante, le cas échéant dans une année complémentaire.

§ 2. Pour tout élève orienté vers une année complémentaire, le Conseil de Guidance rédige un plan individuel d'apprentissage. Celui-ci comprend notamment l'horaire hebdomadaire suivi par l'élève. Outre les deux périodes de morale ou de religion visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée, ledit horaire comprend 30 périodes dont obligatoirement trois périodes consacrées à l'éducation physique. Pour le surplus, il est établi en fonction des besoins de l'élève et dans le cadre des dispositions visées à l'article 13. Cet horaire peut comprendre pour partie la participation à des cours organisés au bénéfice des élèves de première année commune ou de deuxième année commune.

Ce plan individuel d'apprentissage est présenté, avant le début de l'année scolaire concernée, à l'élève ainsi qu'à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale par le chef d'établissement ou son délégué accompagné éventuellement d'un autre membre de l'équipe pédagogique ou d'un membre du Centre psycho-médico-social concerné.

Lors de chacune des réunions évoquées au § 1<sup>er</sup>, le Conseil de Guidance examine la situation de tout élève inscrit dans une année complémentaire. Sur la base notamment des informations fournies par les enseignants en charge des élèves concernés, il complète le dossier évoqué au même § 1<sup>er</sup>. Le Conseil de Guidance peut revoir et adapter régulièrement le plan individuel d'apprentissage en fonction de l'évolution de l'élève. Ce dernier ainsi que ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en sont immédiatement informés.

§ 3. Sur proposition du Conseil de Guidance et moyennant l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, le passage d'un élève inscrit dans une année complémentaire organisée à l'issue de la première année commune vers la deuxième année commune est possible avant le 15 janvier de l'année scolaire en cours.

Dans ce cas le Conseil de Guidance détermine les modalités d'aide et de soutien pédagogique qui seront apportés à l'élève concerné.

§ 4. Sur proposition du Conseil de Guidance et moyennant l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, le passage d'un élève inscrit dans la deuxième année commune vers une année complémentaire est possible avant le 15 janvier de l'année scolaire en cours.

Dans ce cas le Conseil de Guidance détermine les modalités d'aide et de soutien pédagogique qui seront apportés à l'élève concerné.

§ 5. L'établissement scolaire qui oriente un élève vers une année complémentaire est tenu d'organiser cette dernière en son sein.

§ 6. La direction de l'établissement scolaire visé au § 5 tient à la disposition du service d'inspection tous les documents relatifs à l'application des dispositions visées au présent article. Les membres du service d'inspection peuvent consulter ces documents sur place, dans le cadre des dispositions de l'article 6 du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques.

#### TITRE IV. — De l'organisation d'un premier degré différencié de l'enseignement secondaire

Art. 16. § 1<sup>er</sup>. Le premier degré différencié défini à l'article 5 est organisé sous la forme de deux années d'études dénommées « première année différenciée » et « deuxième année différenciée ». Il n'est accessible qu'aux élèves qui ne sont pas titulaires du Certificat d'Etudes de base et qui, soit ont suivi la sixième année de l'enseignement primaire ou qui soit sont âgés de douze ans au moins avant le 31 décembre de l'année scolaire qui suit sans avoir fréquenté la sixième année de l'enseignement primaire.

§ 2. Tout établissement scolaire peut organiser le premier degré différencié aux deux conditions suivantes :

1° Accueillir au moins un élève entrant dans l'enseignement secondaire sans avoir obtenu le Certificat d'Etudes de Base;

2° Répondre aux conditions fixées par l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°; alinéa 2, 1°; alinéa 3, 1° et alinéa 4, 1° de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

§ 3. Par dérogation au § 2, alinéa 2°, les établissements qui, au 1<sup>er</sup> octobre 2007 n'organisent pas de 1<sup>er</sup> degré commun et qui organisent soit une première année B ou une deuxième année professionnelle soit une première année B et une 2<sup>e</sup> année professionnelle peuvent établir une convention avec un ou plusieurs établissements d'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française garantissant à l'élève l'ensemble des possibilités de parcours du premier degré. L'établissement ou les établissements avec lesquels ladite convention est établie doivent être situés dans la même zone au sens de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre les établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou dans une zone contiguë. Dans ce dernier cas, la distance entre les établissements concernés est au maximum de dix kilomètres. Cette convention porte sur la continuité pédagogique dont bénéficiera l'élève qui après avoir fréquenté le premier degré différencié et avoir obtenu son Certificat d'Etudes de Base intégrera le premier degré commun.

§ 4. Les dispositions réglant la convention visée à l'alinéa 3 y compris les modalités d'organisation du premier degré différencié de l'école concernée devront être explicitées dans le projet d'établissement de chaque école signataire de ladite convention.

Art. 17. Outre les deux périodes hebdomadaires de morale ou de religion visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée, l'horaire hebdomadaire de la première et de la deuxième années différenciées est de trente périodes portant sur :

1° Le français ainsi que la formation historique et géographique comprenant la vie sociale et économique à raison de huit à quatorze périodes hebdomadaires, dont deux périodes consacrées à la formation historique et géographique comprenant la vie sociale et économique;

2° La formation mathématique ainsi que l'initiation scientifique à raison de six à onze périodes hebdomadaires, dont deux périodes consacrées à l'initiation scientifique;

3° L'apprentissage d'une langue moderne I à raison de deux à quatre périodes hebdomadaires;

4° L'éducation physique à raison de trois à cinq périodes hebdomadaires;

5° L'éducation artistique à raison de une à cinq périodes hebdomadaires;

6° L'éducation par la technologie à raison de deux à neuf périodes hebdomadaires pour autant qu'un maximum de trois périodes hebdomadaires soit consacré à chacune des sphères d'activités choisies parmi celles définies à l'article 10, § 2, 2°, c).

Art. 18. § 1<sup>er</sup>. Tous les élèves inscrits en première et en deuxième années différenciées en ce compris les élèves visés par la disposition définie à l'article 28, § 3, 1<sup>o</sup>, sont soumis à l'épreuve externe commune octroyant le Certificat d'Etudes de Base, telle que définie par le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire.

Les élèves visés à l'article 6, § 2, sont également soumis à l'épreuve visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement définit les modalités d'inscription à cette épreuve.

§ 2. Le Conseil de Classe délivre le Certificat d'Etudes de Base à tout élève visé au § 1<sup>er</sup> qui réussit l'épreuve externe commune.

§ 3. Le Conseil de Classe peut délivrer le Certificat d'Etudes de Base à l'élève inscrit en première année commune et dans les années constitutives du premier degré différencié qui n'a pas satisfait ou qui n'a pas pu participer en tout ou en partie à l'épreuve externe commune.

Le Conseil de Classe fonde la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> sur un dossier comportant la copie des bulletins de l'année scolaire en cours tels qu'ils ont été communiqués aux parents de l'élève concerné ou à la personne investie de l'autorité parentale à son égard, le rapport circonstancié des enseignants ayant eu l'élève en charge ainsi que tout autre élément estimé utile par le Conseil de Classe.

La direction de l'établissement scolaire tient à la disposition du service d'inspection tous les documents relatifs à la décision d'octroi du Certificat d'Etudes de Base. Les membres du service d'inspection peuvent les consulter sur place.

Les parents de l'élève auquel l'octroi du Certificat d'Etudes de base a été refusé ou la personne investie de l'autorité parentale à son égard peuvent introduire un recours selon les modalités définies à l'article 32 du décret du 2 juin 2006 précité.

TITRE V. — De l'organisation d'une année spécifique de différenciation et d'orientation à l'issue du premier degré de l'enseignement secondaire

Art. 19. Une année spécifique, dénommée troisième année de différenciation et d'orientation, peut être organisée au sein du deuxième degré au bénéfice des élèves qui, à l'issue du premier degré parcouru en trois ans et ce, sans préjudice de la disposition visée à l'article 26, § 2, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, n'ont pas acquis la maîtrise des socles de compétences visés à la fin de la troisième étape du continuum pédagogique conformément à l'article 16, § 2, du décret du 24 juillet 1997 et au décret du 19 juillet 2001 précités.

Au cours de la troisième année de différenciation et d'orientation, les besoins particuliers de l'élève et les difficultés qu'il rencontre sont pris en compte pour l'aider à poursuivre le développement des compétences entamé afin d'atteindre le niveau de maîtrise évoqué à l'alinéa premier. L'organisation de la troisième année de différenciation et d'orientation vise également à aider chaque élève à élaborer un projet personnel lui permettant de poursuivre sa scolarité. L'élaboration du projet personnel de l'élève est réalisée en collaboration avec le Centre psycho-médico-social concerné.

La troisième année de différenciation et d'orientation ne peut en aucun cas constituer un redoublement de l'année antérieure.

Art. 20. La troisième année de différenciation et d'orientation est accessible à tout élève régulier au sens de l'article 2, 6° de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité qui, sans avoir obtenu le certificat attestant de sa réussite du premier degré de l'enseignement secondaire, a suivi :

1° Soit la deuxième année commune et à l'égard duquel est prise la décision visée à l'article 26, § 2, alinéa 2, 3<sup>o</sup> et alinéa 3, 1<sup>o</sup>;

2° Soit l'année complémentaire organisée à l'issue de la première année commune ou différenciée et à l'égard duquel est prise la décision visée soit à l'article 25 § 2, 2°, b);

3° Soit l'année complémentaire organisée à l'issue de la deuxième année commune et à l'égard duquel est prise la décision visée à l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, a);

4° Soit l'année différenciée supplémentaire visée à l'article 28 § 3, 1°.

Art. 21. § 1<sup>er</sup>. Pour tout élève orienté vers la troisième année de différenciation et d'orientation, le Conseil de Guidance constitue un dossier contenant notamment le rapport visé à l'article 22 et un plan individuel d'apprentissage élaboré en lien avec la maîtrise des compétences attendues à la fin de la troisième étape du continuum pédagogique conformément à l'article 16, § 2, du décret du 24 juillet 1997 et au décret du 19 juillet 2001 précités et un projet personnel de formation.

Ce plan individuel d'apprentissage est présenté, avant le début de l'année scolaire concernée, à l'élève ainsi qu'à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale par le chef d'établissement ou son délégué accompagné éventuellement d'un autre membre de l'équipe pédagogique ou d'un membre du Centre psycho-médico-social concerné.

§ 2. A l'occasion de chacune des réunions évoquées à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, le Conseil de Guidance examine la situation de tout élève inscrit dans la troisième année de différenciation et d'orientation. Sur la base notamment des informations fournies par les enseignants en charge des élèves concernés, il complète le dossier visé au § 1<sup>er</sup>.

Le Conseil de Guidance revoit et adapte le plan individuel d'apprentissage en fonction notamment de l'évolution du projet personnel de formation de l'élève. Ce dernier ainsi que ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale à son égard en sont concomitamment informés.

§ 3. Outre les deux périodes hebdomadaires de morale ou de religion visées à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 précitée, l'horaire hebdomadaire de la troisième année de différenciation et d'orientation est de trente-deux périodes portant sur :

1° Le français ainsi que la formation historique et géographique à raison de neuf à quatorze périodes, dont deux ou trois consacrées à la formation historique et géographique;

2° La formation mathématique ainsi que l'initiation scientifique à raison de six à onze périodes hebdomadaires, dont deux ou trois périodes consacrées à l'initiation scientifique;

3° L'apprentissage d'une langue moderne I à raison de deux à quatre périodes hebdomadaires;

4° L'éducation physique à raison de deux ou trois périodes hebdomadaires;

5° L'éducation artistique à raison de une à cinq périodes hebdomadaires;

6° Un module de formation intégrée, à raison d'au moins six périodes hebdomadaires ayant pour but de faire appréhender concrètement par l'élève le monde professionnel, les métiers, les formations, les diplômes qui y mènent et d'élaborer avec lui un projet de vie en lien avec une orientation tant dans l'enseignement de transition que de qualification.

Un maximum de deux tiers des périodes réservées à ce module peuvent être consacrées à la participation à des cours techniques ou de pratique professionnelle d'options groupées relevant d'un ou de plusieurs secteurs.

Les établissements peuvent conclure des conventions avec un ou plusieurs autres établissements pour assurer ces activités dans les meilleures conditions.

§ 4. La direction de l'établissement scolaire tient à la disposition du service d'inspection tous les documents relatifs à l'application des dispositions du présent article. Les membres du service d'inspection peuvent les consulter sur place.

TITRE VI. — Des décisions du Conseil de Classe, de la certification et de l'orientation au terme du premier degré de l'enseignement secondaire

Art. 22. Au terme de chaque année du premier degré de l'enseignement secondaire, le Conseil de Classe élabore pour chaque élève régulier au sens de l'article 2, 6° de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité, un rapport sur les compétences acquises au regard des socles de compétences visées à la fin de la troisième étape du continuum pédagogique conformément à l'article 16, § 2, du décret du 24 juillet 1997 ainsi qu'au décret du 19 juillet 2001 précités et, s'il échec, aux compétences visées à la fin de la deuxième étape du continuum pédagogique conformément à l'article 16, § 2, du décret du 24 juillet 1997 ainsi qu'au décret du 19 juillet 2001 précités en ce qui concerne les élèves fréquentant le premier degré différencié.

Le rapport visé à l'alinéa précédent tient lieu de motivation des décisions prises par le Conseil de Classe.

Art. 23. Au terme de la première année commune, sur la base du rapport visé à l'article 22, le Conseil de Classe oriente l'élève :

1° Soit vers la deuxième année commune;

2° Soit vers l'année complémentaire organisée à l'issue de la première année commune, conformément au titre III.

La décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue aux articles 95 à 99 du décret Missions.

Art. 24. Au terme de la première année différenciée, sur la base du rapport défini à l'article 22, le Conseil de Classe oriente l'élève :

1° Soit vers la première année commune, à condition qu'il soit titulaire du Certificat d'Etudes de Base;

2° Soit vers l'année complémentaire organisée à l'issue de la première année commune conformément au titre III, à condition qu'il soit titulaire du Certificat d'Etudes de Base;

3° Soit vers la deuxième année différenciée conformément au titre IV, s'il n'est pas titulaire du Certificat d'Etudes de Base.

La décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue aux articles 95 à 99 du décret Missions.

Art. 25. § 1<sup>er</sup>. Au terme de l'année complémentaire suivie après une première année commune ou différenciée visée au titre III, en ce qui concerne l'élève qui n'a pas épuisé ses trois années d'études au 1<sup>er</sup> degré conformément à l'article 6<sup>ter</sup> et qui n'atteint pas l'âge de 16 ans à la date du 31 décembre de l'année scolaire qui suit, sur la base du rapport visé à l'article 22, le Conseil de Classe :

1° Soit oriente l'élève vers une deuxième année commune;

2° Soit oriente l'élève qui a obtenu son Certificat d'Etudes de Base à l'issue de la première année différenciée vers l'année complémentaire organisée à l'issue de la deuxième année commune ou différenciée;

3° Soit certifie de sa réussite du premier degré de l'enseignement secondaire.

§ 2. Au terme de l'année complémentaire suivie après une première année commune ou différenciée visée au titre III, en ce qui concerne l'élève qui a épuisé ses trois années d'études au 1<sup>er</sup> degré conformément à l'article 6<sup>ter</sup> ou l'élève qui ne les a pas épuisées mais atteint l'âge de 16 ans à la date du 31 décembre de l'année scolaire qui suit, sur la base du rapport visé à l'article 22, le Conseil de Classe :

1° Soit certifie de sa réussite du premier degré de l'enseignement secondaire;

2° Soit définit les formes et sections qu'il peut fréquenter en troisième année de l'enseignement secondaire et en informe les parents ou la personne investie de l'autorité parentale qui choisit :

a) Soit une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le Conseil de Classe. Celui-ci remet à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échec, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22.

b) soit la troisième année de différenciation et d'orientation visée au titre V;

§ 3. Les décisions visées au § 1<sup>er</sup>, 1° et 2° et au § 2, 2° peuvent faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue aux articles 95 à 99 du décret Missions.

Art. 26. § 1<sup>er</sup>. Au terme de la deuxième année commune, sur la base du rapport visé à l'article 22, le Conseil de Classe :

1° Soit certifie de la réussite par l'élève du premier degré de l'enseignement secondaire;

2° Soit ne certifie pas de la réussite de l'élève du premier degré de l'enseignement secondaire et prend une des décisions visées au § 2.



§ 2. En ce qui concerne l'élève visé au § 1<sup>er</sup>, 2° qui n'a pas épuisé les trois années d'études du premier degré conformément à l'article 6ter et qui n'atteint pas l'âge de 16 ans à la date du 31 décembre de l'année scolaire qui suit, le Conseil de Classe l'oriente vers l'année complémentaire organisée à l'issue d'une deuxième année conformément au titre III.

En ce qui concerne l'élève visé au § 1<sup>er</sup>, 2°, qui n'a pas épuisé les trois années d'études du premier degré conformément à l'article 6ter et qui atteint l'âge de 16 ans à la date du 31 décembre de l'année scolaire qui suit, le Conseil de Classe définit les formes et sections qu'il peut fréquenter en troisième année de l'enseignement secondaire et en informe les parents ou la personne investie de l'autorité parentale qui choisit :

1° Soit l'année complémentaire organisée à l'issue d'une deuxième conformément au titre III.

2° Soit une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le Conseil de Classe. Celui-ci remet à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22.

3° Soit la troisième année de différenciation et d'orientation visée au titre V.

En ce qui concerne l'élève visé au § 1<sup>er</sup>, 2° qui a épuisé les trois années d'études du premier degré, le Conseil de Classe définit les formes et sections qu'il peut fréquenter en troisième année de l'enseignement secondaire et en informe les parents ou la personne investie de l'autorité parentale qui choisit :

1° Soit la troisième année de différenciation et d'orientation visée au titre V.

2° Soit une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le Conseil de Classe. Celui-ci remet alors à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22.

§ 3. La décision de non réussite prise par le Conseil de Classe en vertu du § 1<sup>er</sup>, 2° peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue aux articles 95 à 99 du décret Missions.

La définition, par le Conseil de Classe en vertu du § 2, alinéas 2 et 3, des formes et sections que l'élève peut fréquenter en troisième année de l'enseignement secondaire peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue aux articles 95 à 99 du décret Missions.

Art. 27. Au terme de l'année complémentaire suivie après une deuxième année commune ou différenciée conformément au titre IV, sur la base du rapport visé à l'article 22, le Conseil de Classe :

1° Soit certifie de la réussite par l'élève du premier degré de l'enseignement secondaire;

2° Soit ne certifie pas de la réussite par l'élève du premier degré de l'enseignement secondaire. Il définit alors les formes et sections que l'élève peut fréquenter dans une troisième année de l'enseignement secondaire, en informe les parents ou la personne investie de l'autorité parentale qui choisit une des possibilités ci-dessous :

a) Soit la troisième année de différenciation et d'orientation visée au titre V;

b) Soit une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le Conseil de Classe. Celui-ci remet alors à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22.

La décision de non réussite prise par le Conseil de Classe en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue aux articles 95 à 99 du décret Missions.

La définition, par le Conseil de Classe en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des formes et sections que l'élève peut fréquenter en troisième année de l'enseignement secondaire, peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue aux articles 95 à 99 du décret Missions.

Art. 28. § 1<sup>er</sup>. Au terme de la deuxième année différenciée, sur la base du rapport visé à l'article 22, le Conseil de Classe, en ce qui concerne l'élève titulaire du Certificat d'Etudes de Base qui n'atteint pas l'âge de 16 ans à la date du 31 décembre de l'année scolaire qui suit, définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter dans une troisième année de l'enseignement secondaire, en informe les parents ou la personne investie de l'autorité parentale et l'oriente :

1° Soit vers la deuxième année commune. Dans ce cas, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent également choisir une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le Conseil de Classe;

2° Soit vers l'année complémentaire organisée à l'issue d'une deuxième année conformément au titre III ou une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le Conseil de Classe. Ce choix est opéré par les parents ou la personne investie de l'autorité parentale.

Lorsque le choix visé au 1° ou au 2° se porte sur une des troisièmes années de l'enseignement secondaire, le Conseil de Classe remet alors à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22.

§ 2. Au terme de la deuxième année différenciée, sur la base du rapport visé à l'article 22, en ce qui concerne l'élève titulaire du Certificat d'Etudes de Base qui atteint l'âge de 16 ans à la date du 31 décembre de l'année scolaire qui suit, le Conseil de Classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter dans une troisième année de l'enseignement secondaire et en informe les parents ou la personne investie de l'autorité parentale qui choisit :

1° Soit l'année complémentaire organisée à l'issue d'une deuxième conformément au titre III;

2° Soit une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le conseil de classe. Celui-ci remet alors à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22.

§ 3. Au terme de la deuxième année différenciée, en ce qui concerne l'élève non titulaire du Certificat d'Etudes de Base le Conseil de Classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter dans une troisième année de l'enseignement secondaire et en informe les parents ou la personne investie de l'autorité parentale qui choisit :

1° Soit une année supplémentaire au sein du premier degré différencié;

2° Soit une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le Conseil de Classe. Celui-ci remet alors à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22 ainsi que sur la maîtrise des compétences visées à la fin de la deuxième étape du continuum pédagogique conformément à l'article 16, § 2 du décret du 24 juillet 1997 ainsi qu'au décret du 19 juillet 2001 précités en lien avec la délivrance du Certificat d'Etudes de Base.

Tout élève concerné par la disposition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° du présent paragraphe présente, au terme de l'année scolaire qui suit, l'épreuve conduisant à la délivrance du Certificat d'Etudes de Base telle que définie aux articles 30 et suivants de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du Certificat d'Etudes de Base.

§ 4. Au terme de l'année différenciée supplémentaire visée au § 3, sur la base du rapport visé à l'article 22, en ce qui concerne l'élève titulaire du Certificat d'Etudes de Base, le Conseil de Classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter en troisième année de l'enseignement secondaire et en informe les parents ou la personne investie de l'autorité parentale qui choisit :

1° Soit la troisième année de différenciation et d'orientation visée au titre V;

2° Soit une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le Conseil de Classe. Celui-ci remet alors à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22;

Au terme de l'année différenciée supplémentaire visée au § 3, sur la base du rapport visé à l'article 22, en ce qui concerne l'élève non titulaire du CEB, le Conseil de Classe définit les formes et sections que l'élève peut fréquenter en troisième année de l'enseignement secondaire et en informe les parents ou la personne investie de l'autorité parentale qui choisit une des troisièmes années de l'enseignement secondaire correspondant aux formes et sections définies par le Conseil de Classe. Celui-ci remet à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22.

La définition, par le Conseil de Classe en vertu du § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du § 3, alinéa 1<sup>er</sup> et du § 4, alinéa 1, des formes et sections que l'élève peut fréquenter en troisième année de l'enseignement secondaire peut faire l'objet d'un recours selon la procédure prévue aux articles 95 à 99 du décret Missions.

Art. 29. Si le Conseil de Classe certifie de la réussite du premier degré de l'enseignement secondaire de l'élève ayant bénéficié de la mesure visée à l'article 6, § 2 qui n'a pas obtenu son Certificat d'Etudes de Base dans le cadre de la disposition visée à l'article 18, cet élève est réputé titulaire du Certificat d'Etudes de Base à l'issue du premier degré de l'enseignement secondaire

Art. 30. § 1<sup>er</sup>. Avant le 15 janvier de l'année scolaire en cours, sur la base d'un rapport sur les compétences acquises en regard des socles de compétences visées à la fin de la troisième étape du continuum pédagogique conformément à l'article 16, § 2 du décret du 24 juillet 1997 ainsi qu'au décret du 19 juillet 2001 précités, en ce qui concerne l'élève inscrit en troisième année de différenciation et d'orientation, le Conseil de Classe peut :

1° Soit certifier de sa réussite du premier degré de l'enseignement secondaire;

2° Soit proposer son orientation vers la troisième année de l'enseignement secondaire dans une forme et une section qu'il définit. Le Conseil de Classe remet alors à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22.

Le Conseil de Guidance détermine les modalités d'aide et de soutien pédagogique qui seront apportés à l'élève concerné par les dispositions visées à l'alinéa précédent.

§ 2. Au terme de la troisième année de différenciation et d'orientation, sur la base d'un rapport sur les compétences acquises en regard des socles de compétences visées à la fin de la troisième étape du continuum pédagogique conformément à l'article 16, § 2 du décret du 24 juillet 1997 ainsi qu'au décret du 19 juillet 2001 précités, le Conseil de Classe :

1° Soit certifie de la réussite par l'élève du premier degré de l'enseignement secondaire;

2° Soit oriente vers la troisième année de l'enseignement secondaire dans une forme et une section qu'il définit. Le Conseil de Classe remet alors à l'élève un document reprenant des conseils complémentaires pour son orientation. Lesdits conseils portent sur les orientations d'études conseillées et, s'il échet, déconseillées, en lien avec le rapport visé à l'article 22.

Art. 31. Le Gouvernement arrête le modèle du Certificat attestant de la réussite du premier degré de l'enseignement secondaire.

Le Gouvernement arrête le modèle des documents relatifs aux décisions autres que celle de réussite prises en vertu des articles 23 à 30. ».

**Art. 7.** Les articles 16, 17, 18, 19 du même décret deviennent respectivement les articles 32, 33, 34, 35.

**Art. 8.** A l'article 17 du même décret, devenu l'article 36, les termes « à l'article 16 » sont remplacés par les termes « à l'article 32 ».

**Art. 9.** A l'article 18 du même décret, devenu l'article 37, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les termes « à l'article 16 » sont remplacés par les termes « à l'article 32 »;

2° Un deuxième alinéa libellé comme suit est ajouté :

« A titre transitoire, pour l'année scolaire 2008-2009, les chefs d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française et les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné, organisent l'année complémentaire organisée à l'issue de la 2e année commune ainsi que la 2ème année différenciée selon les modalités en vigueur durant l'année scolaire 2007-2008. »

3° Un troisième alinéa libellé comme suit est ajouté :

« L'année différenciée supplémentaire visée à l'article 28 § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° du présent décret pourra être organisée à partir de l'année scolaire 2009-2010. A titre transitoire, les élèves qui ne sont pas titulaires du Certificat d'Etudes de Base et qui ont obtenu une attestation C à l'issue de la deuxième année professionnelle à la fin de l'année scolaire 2008-2009 pourront fréquenter l'année différenciée supplémentaire. »

4° Un quatrième alinéa libellé comme suit est ajouté :

« A titre transitoire, pour les années scolaires 2008-2009 et 2009-2010, les élèves ayant obtenu une attestation B ou C à l'issue des années scolaires 2007-2008 et 2008-2009 pourront être orientés vers l'année spécifique de différenciation et d'orientation organisée à l'issue du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire et visée au titre V du présent décret pour autant qu'ils aient fréquenté le 1<sup>er</sup> degré durant trois années ou qu'ils aient atteint l'âge de 16 ans au 31 décembre de l'année scolaire qui suit. »

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

**Art. 10.** Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, sont apportées les modifications suivantes :

A l'article 3, § 3, alinéa 4, 4°, les termes « en 1<sup>re</sup> B. deuxième année professionnelle ou dans le premier différencié : » sont remplacés par les termes « dans le premier degré différencié : ».

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire*

**Art. 11.** A l'article 2, § 2, alinéa 2 de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, les termes « Ces deux premières années peuvent également être organisées sous la forme d'un premier degré différencié. » sont remplacés par les termes « Ces deux premières années sont organisées sous la forme d'un premier degré différencié pour les élèves qui ne sont pas titulaires du Certificat d'Etudes de Base ».

CHAPITRE IV. — *Modification de l'arrêté royal no 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice*

**Art. 12.** A l'article 2 de l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, remplacé par le décret du 10 avril 1995 et modifié par les décrets des 30 novembre 2000 et 12 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 3 du § 1<sup>er</sup> est abrogé;

2° Le § 5 est complété par les termes « à l'exception des années complémentaires et différenciées constitutives du premier degré de l'enseignement secondaire ».

CHAPITRE V. — *Modification de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I ou de type II*

**Art. 13.** A l'article 4 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I ou de type II, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « Au premier et au deuxième degrés » sont remplacés par les termes « Au deuxième degré »;

2° L'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° est abrogé;

3° L'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 14.** A l'article 6 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

Les termes « première année A » sont remplacés par les termes « première année commune ».

**Art. 15.** A l'article 13 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1<sup>er</sup> 1°, les termes « première année A » sont remplacés par « première année commune »;

2° Au § 1<sup>er</sup> 2°, les termes « première année B » sont remplacés par « première année différenciée »;

3° Au § 1<sup>er</sup> 3°, les termes « en deuxième année professionnelle » sont remplacés par « deuxième année différenciée ».

**Art. 16.** A l'article 14 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 3, les termes « Pour la première année B et pour la deuxième année professionnelle » sont remplacés par les termes « Pour la première année différenciée et pour la deuxième année différenciée »;

2° Au § 4, 1° les termes « première année A » sont remplacés par les termes « première année commune ».

CHAPITRE VI. — *Modification de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire*

**Art. 17.** Dans la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'article 6, alinéa 2 est abrogé;

2° A l'article 7, le mot « premier » est supprimé.

CHAPITRE VII. — *Modification de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 18.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, les termes « dans la première année B de l'enseignement secondaire ou dans l'enseignement secondaire professionnel » sont remplacés par les termes « dans le premier degré différencié, l'année de différenciation et d'orientation visée à l'article 19, intégré par le décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences dans le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire et l'enseignement secondaire professionnel ».



CHAPITRE VIII. — *Modification de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

**Art. 19.** A l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996 et par le décret du 30 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les § 1<sup>er</sup>, 2 sont remplacés par les termes suivants :

« § 1<sup>er</sup>. L'organisation du premier degré commun ou différencié est régi par le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire. »;

2° Au § 5, les termes « pour autant qu'une première année B soit organisée soit dans l'établissement, soit dans un établissement du centre d'enseignement secondaire auquel il appartient. » sont supprimés.

**Art. 20.** L'article 5, § 4, du même arrêté, complété par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 13 juin 1997 et par le décret du 30 juin 2006, est abrogé.

**Art. 21.** Le § 5bis de l'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996 et le décret du 30 juin 2006, est abrogé.

**Art. 22.** L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996 et modifié par le décret du 30 juin 2006, est abrogé.

**Art. 23.** A l'article 11 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993 et 20 juin 1994, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996 et modifié par les arrêtés du Gouvernement des 13 juin 1997 et 2 avril 1998 et par le décret du 30 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1<sup>er</sup> est remplacé par « § 1<sup>er</sup>. Peuvent être admis comme élèves réguliers en 3<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire, technique ou artistique de type I, les élèves réguliers :

1° Soit qui ont obtenu la réussite au 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire;

2° Soit ont terminé avec fruit la 3<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire professionnel de plein exercice, soit la troisième année de l'enseignement secondaire en alternance visé à l'article 2bis § 1<sup>er</sup>, 1° du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, et qui font l'objet d'un avis favorable du Conseil d'admission;

3° Soit qui sont orientés par le conseil de classe vers une 3<sup>e</sup> secondaire dans les formes et sections définies par celui-ci. »

2° Au § 2, 1°, les termes « de l'enseignement secondaire professionnel ou le premier degré de l'enseignement secondaire comprenant la deuxième année commune ou les deux premières années de l'enseignement général ou technique de type II » sont remplacés par les termes « différenciée du premier degré de l'enseignement secondaire, ou le premier degré de l'enseignement secondaire comprenant soit la deuxième année commune soit l'année complémentaire organisée à l'issue de cette dernière, ou la troisième année de différenciation et d'orientation »;

3° Le § 2, 2° est abrogé;

4° Au § 2, 3°, les termes « qui ne satisfont pas aux dispositions de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers » sont insérés après les termes « les élèves âgés de seize ans ».

**Art. 24.** A l'article 20 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 et par l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996, complété par l'arrêté du Gouvernement du 2 avril 1998 et modifié par le décret du 30 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les §§ 1<sup>er</sup> et 2 sont abrogés;

2° Au § 3, 1°, les termes « visée aux articles 23, § 7 et 48, § 7 » sont remplacés par les termes « organisée à l'issue de la deuxième année du premier degré de l'enseignement secondaire »;

3° Le § 4 est abrogé.

**Art. 25.** L'article 21, § 3 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 24 avril 1995 et modifié par les arrêtés du Gouvernement des 15 juillet 1996 et 2 avril 1998, est abrogé.

**Art. 26.** A l'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989, les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993, 20 juin 1994, 24 avril 1995, 2 avril 1998 et par le décret du 30 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1<sup>er</sup>, les termes « Le premier degré de l'enseignement secondaire de type I comprenant la deuxième année commune ou la deuxième année de l'enseignement professionnel de type I et, le cas échéant, l'année complémentaire visée au § 7 du présent article ainsi que les troisième, » sont remplacés par les termes suivants « Les troisième. »;

2° L'alinéa 2 du § 2 est abrogé;

3° Les § 6 et 7 sont abrogés.

**Art. 27.** Les § 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup>bis et 1<sup>er</sup>ter de l'article 24 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 3 juillet 1985 et 1<sup>er</sup> juin 1987, et par les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993, 24 avril 1995 et 15 juillet 1996, sont abrogés.

**Art. 28.** L'article 30 du même arrêté, complété par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et modifié par l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986, est abrogé.

**Art. 29.** L'article 34 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 20 juin 1994 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996 et par le décret du 30 juin 2006, est abrogé.

**Art. 30.** A l'article 35 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993 et 20 juin 1994, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 1996, complété par l'arrêté du Gouvernement du 2 avril 1998 et modifié par le décret du 30 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1<sup>er</sup>, 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° Soit la deuxième année commune du premier degré de l'enseignement secondaire »;

2° Au § 1<sup>er</sup>, 2°, les termes « ou différenciée » sont ajoutés après le terme « commune »;

3° Au § 1<sup>er</sup>, 4°, les termes « visée aux articles 23, § 7 et 48, § 7 » sont remplacés par les termes « organisée à l'issue de la première ou de la deuxième année du premier degré de l'enseignement secondaire. »;

4° Le § 2, 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la deuxième année différenciée du premier degré de l'enseignement secondaire ou le premier degré de l'enseignement secondaire comprenant soit la deuxième année commune soit l'année complémentaire organisée à l'issue de cette dernière ou la troisième année de différenciation et d'orientation organisée au sein du deuxième degré. »

5° Le § 2, 2° est abrogé.

6° Au § 2, 3°, les termes « qui ne satisfont pas aux dispositions de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers » sont insérés après les termes « les élèves âgés de seize ans ».

**Art. 31.** L'article 45, § 1<sup>er</sup>, 1° du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 et les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993, 15 juillet 1996 et 2 avril 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° jusqu'au 15 janvier en troisième et quatrième années en ce compris les passages de l'année complémentaire organisée à l'issue de la deuxième année du premier degré de l'enseignement secondaire à la troisième année de l'enseignement secondaire professionnel. »

**Art. 32.** L'article 46, § 3 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 20 juin 1994, 24 avril 1995, 15 juillet 1996 et 2 avril 1998, est abrogé.

**Art. 33.** A l'article 48 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et les arrêtés du Gouvernement des 20 juin 1994 et 2 avril 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1<sup>er</sup>, les termes « L'ensemble des deux premières années d'études de l'enseignement secondaire de type II, l'année complémentaire visée au § 7 du présent article, » sont supprimés;

2° L'alinéa 2 du § 2 est abrogé.

**Art. 34.** Les § 1<sup>er</sup> et 1<sup>er</sup>bis de l'article 49 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 3 juillet 1985 et 1<sup>er</sup> juin 1987 et par les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993, 20 juin 1994, 15 juillet 1996 et 2 avril 1998, sont abrogés.

CHAPITRE IX. — *Modification du décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II*

**Art. 35.** Un article 21<sup>quater</sup> rédigé comme suit est ajouté au décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II :

« Article 21<sup>quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. Indépendamment du nombre global de périodes-professeur et de l'application des articles 21<sup>bis</sup> et 21<sup>ter</sup>, il est attribué pour les établissements d'enseignement secondaire organisant un premier degré commun, six cents périodes pour l'année scolaire 2008-2009. Ces périodes sont affectées à l'organisation de la remédiation et des années complémentaires au sein du premier degré.

Le Gouvernement répartit les six cents périodes visées à l'alinéa précédent entre les établissements scolaires concernés sur la base du nombre d'élèves inscrits au 15 janvier 2008 au sein du premier degré commun dans chaque établissement.

§ 2. Chaque année scolaire, à partir de l'année scolaire 2009-2010, indépendamment du nombre global de périodes-professeur et de l'application des articles 21<sup>bis</sup> et 21<sup>ter</sup>, il est attribué pour les établissements d'enseignement secondaire organisant un premier degré commun, quatre mille cinq cents périodes diminuées du nombre de périodes obtenues l'année scolaire précédente par l'ensemble des établissements scolaires en application de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, 2° et 3° de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et pour lesquels soit la première ou la deuxième année différenciée compte moins de six élèves, soit la première et la deuxième année différenciée comptent moins de douze élèves.

Les périodes visées à l'alinéa précédent sont affectées à l'organisation de la remédiation et des années complémentaires au sein du premier degré.

Le Gouvernement répartit les périodes visées à l'alinéa premier du présent paragraphe entre les établissements scolaires concernés sur la base du nombre d'élèves inscrits au 15 janvier 2008 au sein du premier degré commun dans chaque établissement.

§ 3. L'utilisation des périodes dévolues à chaque établissement scolaire en application des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 du présent article est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. »

§ 4. Au plus tard au 30 juin 2011, le Gouvernement évalue l'utilisation et la répartition des périodes octroyées dans le cadre des dispositions visées dans le présent article.

Cette évaluation se fonde notamment sur l'évolution du nombre d'élèves accédant à l'enseignement secondaire en étant porteurs du Certificat d'Etudes de Base.

CHAPITRE X

*Modification du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

**Art. 36.** A l'article 4, l'alinéa 2 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par les décrets des 27 décembre 1993, 2 avril 1996, 14 juin 2001 et 30 juin 2006, est abrogé.

**Art. 37.** A l'article 7, alinéa 5 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par les décrets des 27 décembre 1993, 2 avril 1996, 14 juin 2001 et 30 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au 2°, les termes « la première année B » sont remplacés par les termes « la première année différenciée »;

2° Au 3°, le mot « professionnelle » est remplacé par le mot « différenciée »;

3° Au 10°, les termes « général et de l'enseignement technique » sont supprimés;

4° Au 11°, le mot « professionnel » est remplacé par le mot « différencié »;

5° A l'alinéa 6, les termes « Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 3 de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992, » sont insérés avant les termes « Les élèves inscrits dans l'année complémentaire »;

6° A l'alinéa 6, les termes « à l'article 23, § 7, de l'arrêté du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire » sont remplacés par les termes « au titre III du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire tel que modifié par le décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences »;

7° A l'alinéa 7, les termes « première année B » sont remplacés par les termes « première année différenciée ».

**Art. 38.** A l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup> du même décret, modifié par les décrets des 27 décembre 1993, 10 avril 1994, 2 avril 1996, complété par le décret du 30 novembre 2000 et modifié par le décret du 30 juin 2006, les termes « général et de l'enseignement technique » sont supprimés.

**Art. 39.** A l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° du même décret, complété par les décrets des 2 avril 1996, 25 juillet 1996 et 30 juin 2006, le mot « professionnelle » est remplacé par le mot « différenciée ».

**Art. 40.** A l'article 12 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au 1°, les termes « première année B » sont remplacés par les termes « première année différenciée »;

2° Au 2°, les termes « en deuxième année professionnelle » sont remplacés par les termes « en deuxième année différenciée », et les termes « enseignement secondaire professionnel » sont remplacés par les termes « enseignement secondaire différencié ».

**Art. 41.** A l'article 14, § 3, du même décret, modifié par le décret du 2 avril 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « à la première année B » sont remplacés par les termes « à la première année différenciée »;

2° A l'alinéa 2, les termes « à la deuxième année professionnelle » sont remplacés par les termes « à la deuxième année différenciée ».

**Art. 42.** A l'article 17 du même décret est apportée la modification suivante :

1° A l'alinéa 2, les termes « A l'exception des premiers degrés commun ou différencié, des années constitutives de ceux-ci et de l'année de différenciation et d'orientation visée à l'article 19, intégré par le décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences dans le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire, l' » sont insérés avant les termes « alinéa 1<sup>er</sup> ».

**Art. 43.** A l'article 21<sup>quinquies</sup> du même décret inséré par l'article 31 du décret du 4 janvier 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1<sup>er</sup>, les termes « et en deuxième année de l'enseignement professionnel » sont remplacés par les termes « et dans la deuxième année du premier degré différencié, dans l'année différenciée supplémentaire visée à l'article 28, § 2, ainsi que dans la troisième année de différenciation et d'orientation visée à l'article 19, intégré par le décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences dans le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire ».

2° Au § 2, les termes « dans la deuxième année du premier degré différencié, dans l'année différenciée supplémentaire visée à l'article 28, § 2, ainsi que dans la troisième année de différenciation et d'orientation visée à l'article 19, intégré par le décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences dans le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire » sont insérés entre les termes « Celui-ci est l'unité » et le terme « sauf ».

CHAPITRE XI. — *Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

**Art. 44.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les termes « la première année A » sont remplacés par les termes « la première année commune ».

**Art. 45.** A l'article 2 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 1<sup>er</sup> juin 1993 et 11 avril 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1<sup>er</sup>, les termes « Dans la première année A et dans la deuxième année commune de l'enseignement secondaire de type I ainsi que dans les deux premières années de l'enseignement général et de l'enseignement technique de type II : » sont remplacés par les termes « Dans la première année commune et la deuxième année commune de l'enseignement secondaire à l'exception des élèves ayant été inscrits en première année différenciée et qui ont obtenu leur Certificat d'Etudes de Base à l'issue de cette dernière année : »; et les termes « première année A » du 3° sont remplacés par les termes « première année commune »;

2° Au § 2, les termes « Dans la première année A » sont remplacés par les termes « Dans la première année commune »;

3° A la suite du § 2, est inséré un § 3 rédigé comme suit : « § 3. L'élève qui a obtenu son Certificat d'études de Base à l'issue de la première ou de la deuxième année différenciée génère un nombre de périodes-professeurs calculé sur la base de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 3 du présent arrêté durant son parcours scolaire au sein du premier degré commun. »

**Art. 46.** A l'article 3 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes « la première année B » sont remplacés par les termes « la première année différenciée »;

2° A l'alinéa 2, les termes « En deuxième année professionnelle de l'enseignement secondaire de type I ainsi que dans les deux premières années de l'enseignement secondaire professionnel de type II » sont remplacés par les termes « En deuxième année différenciée de l'enseignement secondaire »;

3° A l'alinéa 3, les termes « En deuxième année professionnelle » sont remplacés par les termes « En deuxième année différenciée ».

**Art. 47.** Un article 6ter rédigé comme suit est ajouté au même arrêté :

« Article 6ter. Dans la troisième année de différenciation et d'orientation, le nombre de périodes-professeurs est calculé au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire en cours et est obtenu en multipliant le nombre d'élèves par 30 et en divisant ce produit par 10 pour une première tranche de 20 élèves, par 12 pour une deuxième tranche de 20 élèves, par 14 pour les élèves suivants. »

**Art. 48.** A l'article 11 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 1<sup>er</sup> juin 1993 et 11 avril 1996, complété par l'arrêté du Gouvernement du 25 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> Au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les termes « première année A » sont remplacés par les termes « première année commune »;

2<sup>o</sup> Au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les termes « première année B » sont remplacés par les termes « première année différenciée », et les termes « deuxième année professionnelle » sont remplacés par les termes « deuxième année différenciée »;

3<sup>o</sup> Au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, les termes « première année B » sont remplacés par les termes « première année différenciée », et les termes « deuxième année professionnelle » sont remplacés par les termes « deuxième année différenciée ».

4<sup>o</sup> Au § 2, 1<sup>o</sup>, les termes « première année A » sont remplacés par les termes « première année commune ».

**Art. 49.** A l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 1<sup>er</sup> juin 1993, 11 avril 1996 et 25 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> A l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les termes « première année A » sont remplacés par les termes « première année commune » et le 2<sup>o</sup> est abrogé;

2<sup>o</sup> A l'alinéa 2, 1<sup>o</sup>, les termes « première année A » sont remplacés par les termes « première année commune » et le 2<sup>o</sup> est abrogé;

3<sup>o</sup> A l'alinéa 3, 1<sup>o</sup>, les termes « première année A » sont remplacés par les termes « première année commune » et le 2<sup>o</sup> est abrogé;

4<sup>o</sup> A l'alinéa 4, 1<sup>o</sup>, les termes « première année A » sont remplacés par les termes « première année commune » et le 2<sup>o</sup> est abrogé;

5<sup>o</sup> Au § 6, les termes « première année A » sont remplacés par les termes « première année commune ».

**CHAPITRE XII. — Modification du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre**

**Art. 50.** A l'article 4, alinéa 4 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les termes « aux besoins de certains élèves, les deux premières années de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4 peuvent également être organisées de manière différenciée, » sont remplacés par les termes « aux besoins des élèves qui ne sont pas titulaires du Certificat d'Etudes de Base, les deux premières années de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé de forme 4 sont organisés de manière différenciée, ».

**Art. 51.** A l'alinéa 5 de l'article 4, les termes « à l'exception de la troisième année de différenciation et d'orientation, » sont insérés entre les termes « Les troisième, » et le terme « quatrième ».

**Art. 52.** A l'alinéa 3 de l'article 15 du décret précité, les termes « Dans le cadre des dispositions fixées par le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire, le » sont insérés avant les termes « projet d'établissement ».

**CHAPITRE XIII. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du Certificat d'Etudes de Base**

**Art. 53.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du Certificat d'Etudes de Base, l'article 3, § 3, modifié par le décret du 2 juin 2006, est abrogé.

**CHAPITRE XIV**

**Abrogation du décret du 19 juillet 2001 relatif à l'organisation du premier degré de l'enseignement secondaire**

**Art. 54.** Le décret du 19 juillet 2001 relatif à l'organisation du premier degré de l'enseignement secondaire est abrogé.

**CHAPITRE XV. — Modification du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire**

**Art. 55.** A l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire est inséré entre les alinéas 4 et 5, un alinéa rédigé comme suit :

« Pour chacune des évaluations externes non certificatives définies aux alinéas 2, 3 et 4 du présent paragraphe, une épreuve spécifique est élaborée à l'intention des élèves fréquentant la deuxième année différenciée. L'élaboration de cette épreuve est confiée au groupe de travail tel que défini aux articles 9 et suivants chargé d'élaborer l'épreuve destinée aux élèves de la deuxième année commune. »

**CHAPITRE XVI. — Modification du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire**

**Art. 56.** Le titre III et les articles 13 à 15 du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire sont abrogés.

**CHAPITRE XVII. — Dispositions transitoires**

**Art. 57.** Pour l'application des dispositions statutaires en matière de titres de capacité, la première et la deuxième année différenciée en ce compris pour cette dernière l'année différenciée supplémentaire visée à l'article 28, § 3, 1<sup>o</sup> du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire sont assimilées respectivement à la première année B et à la deuxième professionnelle.

**Art. 58.** A titre transitoire, les dispositions du présent décret prévoyant soit une abrogation de la 2<sup>ème</sup> année professionnelle soit un changement d'appellation de la 2<sup>e</sup> année professionnelle en 2<sup>e</sup> année différenciée entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2009.



**Art. 59.** § 1<sup>er</sup>. A titre transitoire pour l'année scolaire 2008-2009, les élèves ayant obtenu leur Certificat d'Etudes de Base selon les modalités définies à l'article 37 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'Etudes de Base délivré au terme de l'enseignement primaire peuvent être inscrits comme élève régulier en 1<sup>ère</sup> année différenciée.

A titre transitoire pour l'année scolaire 2008-2009 et moyennant l'accord des parents, les élèves ayant obtenu leur Certificat d'Etudes de Base selon les modalités définies à l'article 37 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'Etudes de Base délivré au terme de l'enseignement primaire, sur proposition du conseil de classe, peuvent être inscrits en 1<sup>ère</sup> année différenciée jusqu'au 15 janvier de l'année scolaire en cours après avoir suivi les cours en 1<sup>ère</sup> année commune.

§ 2. Au terme soit de la première année B, soit de la première année différenciée, il est organisé par l'établissement qui accueille un ou plusieurs élèves concernés par une des dispositions visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 du présent article, une évaluation spécifique au bénéfice desdits élèves. Cette évaluation porte sur l'évolution dans la maîtrise des socles de compétences notamment ceux visés à la fin de la deuxième étape du continuum pédagogique conformément à l'article 16, § 2 du décret du 24 juillet 1997 ainsi qu'au décret du 19 juillet 2001 précités. Les apports de cette évaluation font partie du rapport visé à l'article 22 du présent décret rédigé en vue de la décision d'orientation prise conformément aux dispositions visées à l'article 24.

**Art. 60.** Les principes contenus dans les articles 61 et suivants sont des mesures transitoires qui s'appliquent dans le cadre de la mise en œuvre du présent décret, et notamment en ce qu'il introduit des titres IV et V dans le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire.

Le Gouvernement arrête les tableaux traduisant les conséquences de la nouvelle organisation pédagogique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> sur le plan de la classification des cours et des fonctions dont ils relèvent.

**Art. 61.** § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif au 31 août 2008 ou au 31 août 2009 dans la fonction dont relevait un cours avant l'entrée en vigueur du présent décret, est réputé nommé ou engagé à titre définitif, selon le cas, dans la (ou les) fonction(s) dont relèvera désormais le cours conformément aux tableaux visés à l'article 60, alinéa 2, pour autant qu'il n'y ait pas de changement de classement de la fonction concernée.

§ 2. Pour l'application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, quand le titre requis inclut une composante d'expérience utile soit pour une fonction de cours techniques, soit pour une fonction de pratique professionnelle, soit pour une fonction de cours techniques et de pratique professionnelle, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif pour lequel une telle expérience a été reconnue dans une spécialité considérée conformément aux dispositions statutaires applicables, conserve le bénéfice de cette reconnaissance pour la spécialité considérée dans l'exercice de sa nouvelle fonction de cours techniques, ou dans une fonction de pratique professionnelle ou dans une fonction de cours techniques et de pratique professionnelle.

§ 3. Par dérogation à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, la notion de « même fonction » implique par ailleurs qu'il s'agisse d'une fonction :

- appartenant à la même catégorie : personnel directeur et enseignant; personnel auxiliaire d'éducation; personnel social; personnel paramédical; personnel psychologique;
- de même nature : fonction de recrutement, fonction de sélection; fonction de promotion
- appartenant, en ce qui concerne le personnel directeur et enseignant uniquement, au même niveau d'enseignement (secondaire inférieur, secondaire supérieur) à l'exception des professeurs de langue ancienne porteurs du titre requis.

Si la fonction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> procure une rémunération inférieure à celle de la fonction dans laquelle le membre du personnel perd tout ou partie de sa charge, le membre du personnel conserve le bénéfice de la rémunération attachée à cette fonction, à concurrence du nombre de périodes concerné.

§ 4. Le membre du personnel qui était titulaire à titre définitif d'un cours au 31 août 2008 ou au 31 août 2009 et qui, après application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés, et des dispositions visés aux § précédents, devrait subir la perte de périodes liée au reclassement de la fonction dont relèvera le cours conformément aux tableaux visés à l'article 60, alinéa 2, est rappelé en service auprès de son pouvoir organisateur pour l'exercice des périodes liées au cours dont il était titulaire, et ce avant tout autre engagement à titre temporaire ou temporaire prioritaire.

Le membre du personnel rappelé en service auprès de son pouvoir organisateur conformément à l'alinéa précédent, reste engagé à titre définitif dans sa fonction d'origine et retrouve la subvention-traitement d'activité correspondant aux prestations qu'il exerçait avant sa mise en disponibilité.

Le rappel en service visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est reconduit aussi longtemps que les opérations prévues à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 cité à l'alinéa 1<sup>er</sup> et complétées ou adaptées par le présent décret, n'ont pas trouvé à s'appliquer au membre du personnel visé par le présent paragraphe.

Toutefois, l'engagement à titre définitif dans la fonction dans laquelle est exercé le rappel en service visé aux alinéas précédents n'intervient, dans le respect des dispositions statutaires, que moyennant l'accord des deux parties.

§ 5. Par dérogation à l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, le pouvoir organisateur qui est amené à réduire la charge d'un membre du personnel nommé à plusieurs fonctions après avoir effectué les mesures visées au § 1<sup>er</sup> de l'article 5 précité, doit, avant de le mettre en disponibilité dans la fonction où il y a perte de périodes, lui attribuer des périodes dans la (les) autre(s) fonction(s)

- soit où le membre du personnel bénéficie d'une nomination;
- soit pour laquelle le membre du personnel est porteur du titre requis;

A condition que cette (ces) fonction(s)

- appartienne(nt) à la même catégorie;
- soi(en)t de même nature;
- appartienne(nt) au même niveau en ce qui concerne le personnel directeur et enseignant.

Si la fonction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> procure une rémunération inférieure à celle de la fonction dans laquelle le membre du personnel perd tout ou partie de sa charge, le membre du personnel conserve le bénéfice de la rémunération attachée à cette fonction, à concurrence du nombre de périodes concerné.

Le membre du personnel qui, à la suite des mesures préalables visées ci-dessus, se voit attribuer par son pouvoir organisateur un emploi définitivement vacant dans la même fonction, est immédiatement nommé à titre définitif dans cet emploi quelle que soit la date.

§ 6. Par dérogation à l'article 2, § 4, alinéa 2, 4<sup>e</sup> tiret de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés, la réaffectation peut également s'effectuer dans une fonction procurant une rémunération inférieure à la rémunération de la fonction dans laquelle le membre du personnel perd tout ou partie de sa charge.

Dans ce cas, le membre du personnel conserve le bénéfice de la rémunération attachée à sa fonction d'origine, à concurrence du nombre de périodes concerné.

§ 7. Pour l'application de l'article 167bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, et des articles 13bis, alinéa 3; 13ter et 13quater de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, quand le titre requis inclut une composante d'expérience utile soit pour une fonction de cours techniques, soit pour une fonction de pratique professionnelle, soit pour une fonction de cours techniques et de pratique professionnelle, le membre du personnel nommé à titre définitif pour lequel une telle expérience a été reconnue dans une spécialité considérée conformément aux dispositions statutaires applicables, conserve le bénéfice de cette reconnaissance pour la spécialité considérée dans l'exercice de sa nouvelle fonction de cours techniques, ou dans une fonction de pratique professionnelle ou dans une fonction de cours techniques et de pratique professionnelle.

**Art. 62.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application des articles 34 et 42 du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les services rendus dans la fonction dont relevait le cours au 31 août 2008 ou au 31 août 2009 par le membre du personnel, sont, à la demande de ce dernier, réputés l'avoir été dans la (ou une des) fonction(s) dont relève désormais le cours conformément à l'article 60, alinéa 2, à condition que le membre du personnel soit porteur d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant du groupe A pour l'exercice de cette (ces) fonction(s).

§ 2. Pour l'application des articles 24 et 30 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, les services rendus dans la fonction dont relevait le cours au 31 août 2008 ou au 31 août 2009 par le membre du personnel, sont, à la demande de ce dernier, réputés l'avoir été dans la (ou une des) fonction(s) dont relève désormais le cours conformément à l'article 60, alinéa 2, à condition que le membre du personnel soit porteur d'un titre requis ou d'un titre jugé suffisant du groupe A pour l'exercice de cette (ces) fonction(s).

§ 3. Pour l'application du présent article, quand le titre requis inclut une composante d'expérience utile soit pour une fonction de cours techniques, soit pour une fonction de pratique professionnelle, soit pour une fonction de cours techniques et de pratique professionnelle, le membre du personnel temporaire qui demande à bénéficier des mesures visées aux paragraphes précédents et pour lequel une telle expérience a été reconnue dans une spécialité considérée conformément aux dispositions statutaires applicables, conserve le bénéfice de cette reconnaissance pour la spécialité considérée dans l'exercice de sa nouvelle fonction de cours techniques, ou dans une fonction de pratique professionnelle ou dans une fonction de cours techniques et de pratique professionnelle.

§ 4. Pour l'application du présent article, pour les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire, les dérogations acquises dans un cours en application de l'article 6 des arrêtés royaux du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignements normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés et en application de l'arrêté royal du 17 mars 1967 fixant les titres de capacité jugés suffisants pour les membres du personnel des établissements libres d'enseignement moyen et normal au 31 août 2008 ou au 31 août 2009 sont, à la demande du membre du personnel, réputées avoir été également acquises dans la (ou une des) fonction(s) dont relève désormais le cours conformément à l'article 60, alinéa 2. »

CHAPITRE XVIII. — *Entrée en vigueur*

**Art. 63.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2008 à l'exception de l'article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2008 et de l'article 23 qui entre en application au 1<sup>er</sup> octobre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 décembre 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

---

Note

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 471-1. — Amendements de commission, n° 471-2. — Rapport, n° 471-3. *Comptes rendus intégraux.* — Discussion et adoption. Séance du mardi 27 novembre 2007.

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 570

[C — 2008/29089]

**7 DECEMBER 2007. — Decreet houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven (1)**

Het Parlement van de Franstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

**Artikel 1.** Artikel 2, 1<sup>o</sup> van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs wordt aangevuld als volgt :

« — « Begeleidingsraad », de door het inrichtingshoofd voorgezeten raad, samengesteld uit de leden van de klassenraad van de klas van de betrokken leerling en, naar gelang van het geval, ten minste één vertegenwoordiger van de klassenraad van één van de aanvullende jaren bedoeld in titel III en/of één van de gedifferentieerde jaren bedoeld in titel IV en/of het differentiatie- en oriëntatiejaar bedoeld in titel V. Het bevoegde psycho-medisch-sociaal centrum kan van rechtswege de vergaderingen van die raad bijwonen. »

**Art. 2.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *6bis*. Onverminderd de bepalingen bedoeld bij het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, is het gemeenschappelijke tweede jaar toegankelijk voor iedere regelmatige leerling in de zin van artikel 2, 6<sup>o</sup> van het voormelde koninklijk besluit van 29 juni 1984 :

1<sup>o</sup> ofwel die het gemeenschappelijke eerste jaar heeft gevolgd en ten aanzien van wie de klassenraad de beslissing bedoeld in artikel 23, eerste lid, 1<sup>o</sup> heeft genomen;

2<sup>o</sup> ofwel die een aanvullend jaar dat op het einde van het gemeenschappelijke eerste jaar wordt georganiseerd, heeft gevolgd, en ten aanzien van wie de klassenraad de beslissing bedoeld in artikel 25, 1<sup>o</sup>, overeenkomstig titel III, heeft genomen;

3<sup>o</sup> ofwel die het gedifferentieerde tweede jaar heeft gevolgd en ten aanzien van wie de klassenraad de beslissing bedoeld in artikel 28, § 1, 1<sup>o</sup> heeft genomen;

4<sup>o</sup> ofwel die het gemeenschappelijke eerste jaar met succes heeft gevolgd in een inrichting die door de Vlaamse Gemeenschap of door de Duitstalige Gemeenschap wordt georganiseerd, gesubsidieerd of erkend. »

**Art. 3.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 6 ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *6ter*. De leerling mag niet blijven zitten in één van de jaren waaruit de gemeenschappelijke eerste graad of de gedifferentieerde eerste graad bestaat zoals bepaald bij dit decreet, behalve als een afwijking door de Regering wordt toegekend in geval van met redenen omklede langdurige afwezigheid.

De leerling mag in de eerste graad van het secundair onderwijs niet gedurende meer dan drie schooljaren blijven zitten. »

**Art. 4.** In artikel 11 van hetzelfde decreet, worden de woorden « en 13 tot 31 » ingevoegd tussen de woorden « in de artikelen 6 tot 10 » en de woorden « van dit decreet ».

**Art. 5.** In artikel 12 van hetzelfde decreet, worden de woorden « en van de gedifferentieerde eerste graad » ingevoegd na de woorden « van aanvullende activiteiten ».

**Art. 6.** In hetzelfde decreet, tussen Titel II en Titel IV, die Titel VII wordt, worden de Titels III, IV, V en VI ingevoegd, luidend als volgt :

« TITEL III. — *Organisatie van een aanvullend jaar in de eerste graad van het secundair onderwijs*

**Art. 13.** Er wordt een aanvullend jaar georganiseerd ten voordele van de leerlingen die, op het einde van het gemeenschappelijke of gedifferentieerde eerste of tweede jaar of van het aanvullend jaar georganiseerd op het einde van het gemeenschappelijke eerste jaar, gevolgd nadat een gedifferentieerd jaar werd gevolgd, voor zover de leerling, in die twee laatste gevallen, houder is van het basisstudiegetuigschrift, zodanige moeilijkheden ondervinden dat een afzonderlijk jaar of een bijkomend jaar onontbeerlijk is om hun de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven bedoeld op het einde van de derde stap van het pedagogisch continuüm overeenkomstig artikel 16, § 2 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en het voormelde decreet van 19 juli 2001.

Gedurende dat aanvullend jaar wordt rekening gehouden met de bijzondere behoeften van de betrokken leerling, inzonderheid deze die betrekking hebben op zijn leerritme. De organisatie van dat aanvullend jaar heeft tot doel hem de mogelijkheid te geven om de moeilijkheden op te lossen die hij ondervindt bij de verwerving van vaardigheden, inzonderheid door de vastgestelde leemten aan te vullen, en hem helpen doeltreffender leerstrategieën te verwerven waarbij de ontwikkeling wordt aangemoedigd van de vaardigheden bedoeld voor het einde van de derde stap van het pedagogisch continuüm overeenkomstig artikel 16, § 2 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 en overeenkomstig het voormelde decreet van 19 juli 2001, waarvoor hij geen moeilijkheden heeft.

Dat aanvullend jaar kan geenszins betekenen dat de leerling in een vorig jaar blijft zitten.

**Art. 14. § 1.** Het aanvullend jaar dat op het einde van het eerste jaar wordt gevolgd, is toegankelijk voor elke regelmatige leerling in de zin van artikel 2, 6° van het voormelde koninklijk besluit van 29 juni 1984 :

1° ofwel die het gemeenschappelijke eerste jaar heeft gevolgd en ten aanzien van wie de klassenraad de beslissing bedoeld in artikel 23, eerste lid, 1° heeft genomen;

2° ofwel die het gedifferentieerde eerste jaar heeft gevolgd en ten aanzien van wie de klassenraad de beslissing bedoeld in artikel 24, eerste lid, 2° heeft genomen;

3° ofwel die het gemeenschappelijke tweede jaar volgt en ten aanzien van wie de begeleidingsraad, vóór 15 januari, met de toestemming van de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, de in artikel 15 § 4 eerste lid bedoelde beslissing neemt.

§ 2. Het aanvullend jaar dat op het einde van het tweede jaar wordt gevolgd, is toegankelijk voor elke regelmatige leerling in de zin van artikel 2, 6° van het voormelde koninklijk besluit van 29 juni 1984 :

1° ofwel die het gemeenschappelijke tweede jaar heeft gevolgd en ten aanzien van wie één van de beslissingen bedoeld in artikel 26, § 2, eerste lid en tweede lid 1° wordt genomen;

2° ofwel die het gedifferentieerde tweede jaar heeft gevolgd en ten aanzien van wie één van de beslissingen bedoeld in artikel 28, § 1, 2° en § 2, 1° wordt genomen, voor zover hij houder is van het basisstudiegetuigschrift;

3° ofwel die het gemeenschappelijke tweede jaar volgt en ten aanzien van wie de begeleidingsraad, vóór 15 januari, met de toestemming van de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, de in artikel 15 § 4 eerste lid bedoelde beslissing heeft genomen.

4° ofwel die het aanvullend jaar heeft gevolgd na een gedifferentieerd eerste jaar dat door het basisgetuigschrift wordt bekrachtigd.

**Art. 15. § 1.** Om de toestand van iedere leerling te onderzoeken die volgens de klassenraad leerproblemen heeft, vergadert de begeleidingsraad ten minste drie keer per schooljaar : bij het begin van het schooljaar, vóór 15 januari en bij het begin van het derde trimester.

Dat onderzoek wordt uitgevoerd op grond van een verslag dat door de klassenraad wordt opgesteld en dat nagaat of de vaardigheden verworven zijn die verwacht worden op het einde van de derde stap van het pedagogisch continuüm overeenkomstig artikel 16, § 2 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 en het voormelde decreet van 19 juli 2001, en dat onder meer gewag maakt van de ondervonden specifieke moeilijkheden, de georganiseerde remediëring en de informatie die aan de leerling en zijn ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, wordt verstrekt.

De begeleidingsraad stelt een dossier voor iedere betrokken leerling op. Dit dossier vermeldt de gegevens bedoeld in het vorige lid, aangevuld met de beslissingen die na de beraadslaging van de begeleidingsraad werden genomen. Deze aanvulling heeft prioritair betrekking op de voorgestelde remediëring.

Als de begeleidingsraad, op de tweede van de vergaderingen bedoeld in het eerste lid, acht dat de leerling zodanige leerproblemen heeft dat hij naar een aanvullend jaar zou moeten worden georiënteerd, maakt hij een individueel leerplan op dat de remediëringen vermeldt die voor het einde van het lopende schooljaar en gedurende het volgende schooljaar moeten worden georganiseerd, in voorkomend geval, in een aanvullend jaar.

§ 2. Voor iedere leerling die naar een aanvullend jaar wordt georiënteerd, maakt de begeleidingsraad een individueel leerplan op. Dit plan vermeldt onder meer de wekelijkse uurregeling die door de leerling wordt gevolgd. Naast de twee lestijden voor zedenleer of godsdienst bedoeld in artikel 8 van de voormelde wet van 29 mei 1959, omvat die uurregeling 30 lestijden, waaronder drie lestijden besteed moeten worden aan de lichamelijke opvoeding. Het wordt overigens opgemaakt op grond van de behoeften van de leerling en in het kader van de bepalingen bedoeld in artikel 13. Die uurregeling kan gedeeltelijk voorzien in de deelneming aan cursussen die worden georganiseerd ten gunste van de leerlingen van het gemeenschappelijke eerste jaar of van het gemeenschappelijke tweede jaar.

Dat individuele leerplan wordt, vóór het begin van het betrokken schooljaar, aan de leerling en zijn ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, voorgesteld door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde, eventueel begeleid door een ander lid van het pedagogische team of door een lid van het betrokken psycho-medisch sociaal centrum.

Op elk van de vergaderingen vermeld in § 1, onderzoekt de begeleidingsraad de toestand van iedere leerling die in een aanvullend jaar ingeschreven is. Op grond van inzonderheid de inlichtingen die worden verstrekt door de leerkrachten die met de betrokken leerlingen belast zijn, vult hij het in dezelfde § 1 vermelde dossier in. De begeleidingsraad kan het individueel leerplan geregeld herzien en aanpassen op grond van de evolutie van de leerling. Deze en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, worden daar onmiddellijk op de hoogte van gebracht.



§ 3. Op de voordracht van de begeleidingsraad en met de instemming van de ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, is de overgang van de leerling die ingeschreven is in een aanvullend jaar georganiseerd op het einde van het gemeenschappelijke eerste jaar naar het gemeenschappelijke tweede jaar mogelijk vóór 15 januari van het lopende schooljaar.

In dat geval bepaalt de begeleidingsraad de nadere regels voor de hulpverlening en de pedagogische steunverlening aan de betrokken leerling.

§ 4. Op de voordracht van de begeleidingsraad en met de instemming van de ouders of van de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, is de overgang van de leerling die ingeschreven is in het gemeenschappelijke tweede jaar naar een aanvullend jaar mogelijk vóór 15 januari van het lopende schooljaar.

In dat geval bepaalt de begeleidingsraad de nadere regels voor de hulpverlening en de pedagogische steunverlening aan de betrokken leerling.

§ 5. De schoolinrichting die een leerling naar een aanvullend jaar oriënteert, wordt ertoe gehouden dit jaar in de inrichting zelf te organiseren.

§ 6. De directie van de schoolinrichting bedoeld in § 5 stelt alle documenten betreffende de toepassing van de bepalingen bedoeld in dit artikel ter beschikking van de inspectiedienst. De leden van de inspectiedienst kunnen die documenten ter plaatse raadplegen, in het kader van de bepalingen van artikel 6 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs.

#### TITEL IV. — *Organisatie van een gedifferentieerde eerste graad van het secundair onderwijs*

Art. 16. § 1. De gedifferentieerde eerste graad bepaald in artikel 5 wordt georganiseerd in de vorm van twee studiejaren, « gedifferentieerd eerste jaar » en « gedifferentieerd tweede jaar » genoemd. Hij is slechts toegankelijk voor de leerlingen die geen houder zijn van het basisstudiegetuigschrift en die, ofwel het zesde leerjaar van het lager onderwijs hebben gevolgd of die vóór 31 december van het daarop volgende schooljaar ten minste twaalf jaar oud zijn, zonder het zesde leerjaar van het lager onderwijs te hebben gevolgd.

§ 2. Iedere schoolinrichting kan de gedifferentieerde eerste graad organiseren onder de twee volgende voorwaarden :

1° ten minste één leerling inschrijven die in het secundair onderwijs komt zonder het basisstudiegetuigschrift te hebben behaald;

2° voldoen aan de voorwaarden vastgesteld bij artikel 12, § 1, eerste lid, 1°; tweede lid, 1°; derde lid, 1° en vierde lid, 1° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

§ 3. In afwijking van § 2, tweede lid, kunnen de inrichtingen die, op 1 oktober 2007, de gemeenschappelijke eerste graad niet organiseren en die ofwel een eerste jaar B of een tweede beroepsjaar, ofwel een eerste jaar B en een tweede beroepsjaar organiseren, een overeenkomst sluiten met één of meer inrichtingen voor secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd, waarbij de leerling alle trajectmogelijkheden van de eerste graad worden gewaarborgd. De inrichting of de inrichtingen waarmee die overeenkomst wordt gesloten, moeten gelegen zijn in dezelfde zone in de zin van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan of in een aanpalende zone. In dit laatste geval bedraagt de afstand tussen de betrokken inrichtingen hoogstens tien kilometer. Die overeenkomst heeft betrekking op de pedagogische continuïteit die de leerling zal genieten die, na de gedifferentieerde eerste graad te hebben gevolgd en zijn basisgetuigschrift te hebben bekomen, in de gemeenschappelijke eerste graad zal treden.

§ 4. De bepalingen tot regeling van de overeenkomst bedoeld in het derde lid, met inbegrip van de nadere regels voor de organisatie van de gedifferentieerde eerste graad van de betrokken school zullen moeten worden toegelicht in het project van inrichting van elke school die deze overeenkomst heeft ondertekend.

Art. 17. Naast de twee wekelijkse lestijden zedenleer of godsdienst bedoeld in artikel 8 van de voormelde wet van 29 mei 1959, bedraagt de uurregeling van de gedifferentieerde eerste en tweede jaren dertig lestijden, die betrekking hebben op :

1° Frans, alsook de vorming geschiedenis en aardrijkskunde, slaande op het maatschappelijk en economisch leven, met acht tot veertien lestijden per week, waaronder twee lestijden besteed zijn aan de vorming geschiedenis en aardrijkskunde, slaande op het maatschappelijk en economisch leven;

2° de vorming wiskunde alsook de eerste wetenschappelijke vorming, met zes tot elf lestijden per week, waaronder twee lestijden besteed zijn aan de eerste wetenschappelijke opleiding;

3° het leren van een moderne taal I, met twee tot veertien lestijden per week;

4° de lichamelijke opvoeding, met drie tot vijf lestijden per week;

5° de kunstopvoeding, met twee tot vijf lestijden per week;

6° opvoeding door technologie, met twee tot negen lestijden per week, voor zover hoogstens drie wekelijkse lestijden besteed wordt aan elk van de activiteitsgebieden gekozen uit deze die in artikel 10, § 2, 2° c bepaald zijn.

Art. 18. § 1. Alle leerlingen die in de gedifferentieerde eerste en tweede jaren ingeschreven zijn, met inbegrip van de leerlingen bedoeld bij de bepaling voorgeschreven in artikel 28 § 3, 1°, moeten de gemeenschappelijke externe proef afleggen die leidt tot het verkrijgen van het basisstudiegetuigschrift, zoals bepaald bij het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de kennis verworven door de leerlingen van het leerplichtonderwijs en het basisstudiegetuigschrift op het einde van het lager onderwijs.

De bij artikel 6, § 2 bedoelde leerlingen moeten ook de proef afleggen die bij het eerste lid bedoeld is.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de inschrijving voor die proef.

§ 2. De klassenraad reikt het basisstudiegetuigschrift uit aan iedere leerling die slaagt vóór de gemeenschappelijke externe proef.

§ 3. De klassenraad kan het basisstudiegetuigschrift uitreiken aan de leerling die ingeschreven is voor het gemeenschappelijke eerste jaar en voor de jaren waaruit de gedifferentieerde eerste graad bestaan en die niet geslaagd is of die geheel of gedeeltelijk niet heeft kunnen deelnemen aan de gemeenschappelijke externe proef.

De klassenraad steunt de beslissing bedoeld in het eerste lid over een dossier houdende het afschrift van de bulletins van het lopende schooljaar zoals ze werden meegedeeld aan de ouders van de betrokken leerling of aan de persoon die de ouderlijke macht ten aanzien van hem uitoefent, het omstandig verslag van de leerkrachten van de leerling alsook elk ander gegeven dat door de klassenraad als nuttig wordt geacht.

De directie van de schoolinrichting stelt alle documenten betreffende de beslissing tot toekenning van het basisstudiegetuigschrift ter beschikking van de inspectiedienst. De leden van de inspectiedienst kunnen die ter plaatse raadplegen.

De ouders van de leerling aan wie het basisstudiegetuigschrift werd afgewezen of de persoon die de ouderlijke macht ten aanzien van hem uitoefent, kunnen een beroep indienen volgens de in artikel 32 van het voormelde decreet van 2 juni 2006 nader bepaalde regels.

TITEL V. — Organisatie van een specifiek differentiatie- en oriëntatiejaar op het einde van de eerste graad van het secundair onderwijs

Art. 19. Er kan een specifiek jaar, derde differentiatie- en oriëntatiejaar genoemd, worden georganiseerd binnen de tweede graad ten voordele van de leerlingen die, op het einde van de eerste graad die in drie jaar werd gevolgd en die, onverminderd de bepaling bedoeld in artikel 26, § 2, tweede lid, 3°, niet de basisvaardigheden hebben verworven die bedoeld zijn op het einde van de derde stap van het pedagogisch continuüm overeenkomstig artikel 16, § 2 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 en het voormelde decreet van 19 juli 2001.

In het derde differentiatie- en oriëntatiejaar, worden de bijzondere behoeften van de leerling en de moeilijkheden die hij ondervindt in aanmerking genomen om hem te helpen bij het voortzetten van de ondernomen ontwikkeling van de competenties om het beheersingsniveau bedoeld in het eerste lid te bereiken. De organisatie van het derde differentiatie- en oriëntatiejaar heeft tot doel iedere leerling te helpen bij het uitwerken van een persoonlijk project waarmee hij verder school kan blijven gaan. De uitwerking van het persoonlijk project van de leerling wordt verwezenlijkt in samenwerking met het betrokken psycho-medisch-sociaal centrum.

Het derde differentiatie- en oriëntatiejaar kan geenszins betekenen dat de leerling in het voorafgaande jaar is blijven zitten.

Art. 20. Het derde differentiatie- en oriëntatiejaar is toegankelijk voor iedere regelmatige leerling in de zin van artikel 2, 6° van het voormelde koninklijk besluit van 29 juni 1984 die, zonder het getuigschrift te hebben verkregen dat bevestigt dat hij geslaagd is voor de eerste graad van het secundair onderwijs :

1° ofwel het gemeenschappelijke tweede jaar heeft gevolgd, en ten aanzien van wie de beslissing bedoeld in artikel 26, § 2, tweede lid, 3°, en derde lid, 1° wordt genomen;

2° ofwel het aanvullend jaar georganiseerd op het einde van het gemeenschappelijke of gedifferentieerde eerste jaar heeft gevolgd, en ten aanzien van wie de beslissing bedoeld in de artikelen 25 § 2, 2°, b is genomen;

3° ofwel het aanvullend jaar georganiseerd op het einde van het gemeenschappelijke tweede jaar heeft gevolgd en ten aanzien van wie de beslissing bedoeld in artikel 27, eerste lid, 2°, a) is genomen;

4° ofwel het aanvullend gedifferentieerd jaar bedoeld in artikel 28 § 3, 1° heeft gevolgd.

Art. 21. § 1. Voor iedere leerling die naar het derde differentiatie- en oriëntatiejaar wordt georiënteerd, maakt de begeleidingsraad een dossier op houdende inzonderheid het verslag bedoeld in artikel 22 en een individueel leerplan in verband met de beheersing van de competenties die op het einde van de derde stap van het pedagogisch continuüm wordt verwacht overeenkomstig artikel 16, § 2 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 en het voormelde decreet van 19 juli 2001, en een persoonlijk vormingsproject.

Dat individueel leerplan wordt, vóór het begin van het betrokken schooljaar, aan de leerling en aan zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, voorgesteld door het inrichtingshoofd of diens afgevaardigde, eventueel begeleid door een ander lid van het pedagogisch team of een lid van het betrokken psycho-medisch-sociaal centrum.

§ 2. Naar aanleiding van elk van de vergaderingen vermeld in artikel 15, § 1, onderzoekt de begeleidingsraad de toestand van iedere leerling die in het derde differentiatie- en oriëntatiejaar ingeschreven is. Op grond van inzonderheid de inlichtingen die worden verstrekt door de leerkrachten van de betrokken leerlingen, vult hij het dossier bedoeld in § 1 in.

De begeleidingsraad herzielt het individueel leerplan en past dit aan op grond van onder meer de evolutie van het persoonlijk vormingsproject van de leerling. Deze alsook zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht ten aanzien van hem uitoefent, worden daar gelijktijd op de hoogte van gebracht.

§ 3. Naast de twee wekelijkse lestijden zedenleer of godsdienst bedoeld in artikel 8 van de voormelde wet van 29 mei 1959, bedraagt de wekelijkse uurregeling van het derde differentiatie- en oriëntatiejaar tweëndertig lestijden die betrekking hebben op :

1° Frans alsook de vorming geschiedenis en aardrijkskunde, met negen tot veertien lestijden, waaronder twee of drie die besteed zijn aan de vorming geschiedenis en aardrijkskunde;

2° de vorming wiskunde alsook de eerste wetenschappelijke vorming, met zes tot elf lestijden per week die besteed zijn aan de eerste wetenschappelijke vorming;

3° het leren van een moderne taal I, met twee of vier lestijden per week;

4° de lichamelijke opvoeding, met één tot vijf lestijden per week;

5° de kunstopvoeding, met één tot vijf lestijden per week;

6° een geïntegreerde vormingsmodule, met ten minste zes lestijden per week, die tot doel heeft de leerling concreet vertrouwd te maken met de beroepsfeer, de vakken, de vormingen, de diploma's die ertoe leiden, en met hem een levensproject uit te werken in verband met een oriëntatie zowel in het doorstromingsonderwijs als in het kwalificatieonderwijs.

Hoogstens twee derde van de lestijden besteed aan die module kan besteed worden aan de deelneming aan technische cursussen of cursussen beroepspraktijk in gegroepeerde opties die onder één of meer sectoren ressorteren.

De inrichtingen kunnen overeenkomsten met één of meer andere inrichtingen sluiten om die activiteiten in de beste omstandigheden uit te oefenen.

§ 4. De directie van de schoolinrichting stelt alle documenten in verband met de toepassing van de bepalingen van dit artikel ter beschikking van de inspectiedienst. De leden van de inspectiedienst kunnen die ter plaatse raadplegen.

TITEL VI. — Beslissingen van de klassenraad, uitreiking van getuigschriften en oriëntatie op het einde van de eerste graad van het secundair onderwijs

Art. 22. Op het einde van elk jaar van de eerste graad van het secundair onderwijs, maakt de klassenraad voor iedere regelmatige leerling in de zin van artikel 2, 6° van het voormelde koninklijk besluit van 29 juni 1984 een verslag op over de competenties die verworven zijn in het kader van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden bedoeld op het einde van de derde stap van het pedagogisch continuüm overeenkomstig artikel 16, § 2 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 alsook het voormelde decreet van 19 juli 2001 en, in voorkomend geval, de competenties bedoeld op het einde van de tweede stap van het pedagogisch continuüm overeenkomstig artikel 16, § 2, van het voormelde decreet van 24 juli 1997 alsook het voormelde decreet van 19 juli 2001 voor de leerlingen die de gedifferentieerde eerste graad volgen.

Het in het eerste lid bedoelde verslag dient als motivering van de beslissingen genomen door de klassenraad.

Art. 23. Op het einde van het gemeenschappelijke eerste jaar, op grond van het in artikel 22 bedoelde verslag, oriënteert de klassenraad de leerling :

1° ofwel naar het gemeenschappelijke tweede jaar;

2° ofwel naar het aanvullend jaar georganiseerd op het einde van het gemeenschappelijke eerste jaar, overeenkomstig titel III.

Tegen de beslissing bedoeld in het eerste lid, 2° kan een beroep worden ingediend volgens de procedure bedoeld in de artikelen 95 tot 99 van het takendecreet.

Art. 24. Op het einde van het gedifferentieerde eerste jaar, op grond van het in artikel 22 bepaalde verslag, oriënteert de klassenraad de leerling :

1° ofwel naar het gemeenschappelijke eerste jaar, op voorwaarde dat hij houder is van het basistudiegetuigschrift;

2° ofwel naar het aanvullend jaar georganiseerd op het einde van het gemeenschappelijke eerste jaar overeenkomstig titel III, op voorwaarde dat hij houder is van het basistudiegetuigschrift;

3° ofwel naar het gedifferentieerde tweede jaar overeenkomstig titel IV, als hij geen houder is van het basistudiegetuigschrift.

Tegen de bij het eerste lid, 2° bedoelde beslissing kan een beroep worden ingediend volgens de procedure bedoeld bij de artikelen 95 tot 99 van het takendecreet.

Art. 25. § 1. Op het einde van het aanvullend jaar gevolgd na een gemeenschappelijk of gedifferentieerd eerste jaar bedoeld in titel III, voor de leerling die zijn drie studie jaren in de eerste graad niet ten volle heeft benut overeenkomstig artikel 6 ter en die de leeftijd van 16 jaar niet heeft bereikt op de datum van 31 december van het volgende schooljaar, op grond van het verslag bedoeld in artikel 22 :

1° ofwel oriënteert de klassenraad de leerling naar een gemeenschappelijk tweede jaar;

2° ofwel oriënteert de klassenraad de leerling die zijn basistudiegetuigschrift op het einde van het gedifferentieerde eerste jaar heeft behaald naar het aanvullend jaar georganiseerd op het einde van het gemeenschappelijke of gedifferentieerde tweede jaar;

3° ofwel bekrachtigt de klassenraad dat hij geslaagd is voor de eerste graad van het secundair onderwijs.

§ 2. Op het einde van het aanvullend jaar dat werd gevolgd na een gemeenschappelijk of gedifferentieerd eerste jaar bedoeld in titel III, voor de leerling die zijn drie studie jaren in de eerste graad ten volle heeft benut overeenkomstig artikel 6 ter of de leerling die ze niet ten volle heeft benut maar die de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt op de datum van 31 december van het volgende schooljaar, op grond van het verslag bedoeld bij artikel 22 :

1° ofwel bekrachtigt de klassenraad dat hij geslaagd is voor de eerste graad van het secundair onderwijs;

2° ofwel bepaalt de klassenraad de vormen en afdelingen die hij kan volgen in het derde jaar van het secundair onderwijs en brengt de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent daar op de hoogte van, die één van de volgende keuzen kan doen :

a) ofwel één van de derde jaren van het secundair onderwijs, overeenstemmend met de vormen en afdelingen bepaald door de klassenraad. Deze deelt de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22.

b) ofwel het derde differentiatie- en oriëntatiejaar bedoeld in titel V;

§ 3. Tegen de beslissingen bedoeld in § 1, 1° en 2° en in § 2, 2° en in § 2, 2°, kan een beroep worden ingesteld volgens de procedure bedoeld in de artikelen 95 tot 99 van het takendecreet.

Art. 26. § 1. Op het einde van het gemeenschappelijke tweede jaar, op grond van het verslag bedoeld in artikel 22 :

1° ofwel bekrachtigt de klassenraad dat de leerling geslaagd is voor de eerste graad van het secundair onderwijs;

2° ofwel bekrachtigt de klassenraad niet dat de leerling geslaagd is voor de eerste graad van het secundair onderwijs en neemt hij één van de beslissingen bedoeld in § 2.

§ 2. Voor de leerling bedoeld in § 1, 2° die de drie studie jaren van de eerste graad overeenkomstig artikel 6 ter niet ten volle heeft benut en die de leeftijd van 16 jaar niet heeft bereikt op de datum van 31 december van het volgende schooljaar, oriënteert de klassenraad hem naar het aanvullend jaar georganiseerd op het einde van een tweede jaar overeenkomstig titel III.

Voor de leerling bedoeld in § 1, 2°, die de drie studie jaren van de eerste graad overeenkomstig artikel 6 ter niet ten volle heeft benut en die op de datum van het volgende schooljaar niet de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt, bepaalt de klassenraad de vormen en afdelingen die hij in het derde jaar van het secundair onderwijs kan volgen en brengt de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent daar op de hoogte van, die één van de volgende keuzen doet :

1° ofwel het aanvullend jaar georganiseerd op het einde van een tweede overeenkomstig titel III;

2° ofwel één van de derde jaren van het secundair onderwijs, overeenstemmend met de vormen en afdelingen bepaald door de klassenraad. Deze deelt de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22.

3° ofwel het derde differentiatie- en oriëntatiejaar bedoeld in titel V.

Voor de leerling bedoeld in § 1, 2°, die de drie studie jaren van de eerste graad ten volle heeft benut, bepaalt de klassenraad de vormen en afdelingen die hij in het derde jaar van het secundair onderwijs kan volgen en brengt de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent daar op de hoogte van, die één van de volgende keuzen doet :

1° ofwel het derde differentiatie- en oriëntatiejaar bedoeld in titel V;

2° ofwel één van de derde jaren van het secundair onderwijs, overeenstemmend met de vormen en afdelingen bepaald door de klassenraad. Deze deelt de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22.

§ 3. Tegen de beslissing waarbij wordt bekrachtigd dat de leerling niet geslaagd is, die krachtens § 1, 2° door de klassenraad werd genomen, kan een beroep worden ingesteld volgens de procedure bedoeld in de artikelen 95 tot 99 van het takendecreet.

Tegen de bepaling, door de klassenraad, krachtens § 2, tweede en derde leden, van de vormen en afdelingen die de leerling kan volgen in het derde jaar van het secundair onderwijs kan een beroep worden ingesteld volgens de procedure bedoeld in de artikelen 95 tot 99 van het takendecreet.

Art. 27. Op het einde van het aanvullend jaar gevolgd na een gemeenschappelijk of gedifferentieerd tweede jaar overeenkomstig titel IV, op grond van het verslag bedoeld in artikel 22 :

1° ofwel bekrachtigt de klassenraad dat de leerling voor de eerste graad van het secundair onderwijs geslaagd is;

2° ofwel bekrachtigt de klassenraad niet dat de leerling voor de eerste graad van het secundair onderwijs geslaagd is. Hij bepaalt de vormen en afdelingen die de leerling kan volgen in een derde jaar van het secundair onderwijs, brengt de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent daar op de hoogte van, die één van de onderstaande mogelijkheden kiest :

ofwel het derde differentiatie- en oriëntatiejaar bedoeld in titel V;

b) één van de derde jaren van het secundair onderwijs, overeenstemmend met de vormen en afdelingen bepaald door de klassenraad. Deze deelt de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22.

Tegen de beslissing waarbij wordt bekrachtigd dat de leerling niet geslaagd is, die krachtens § 1, 2° door de klassenraad werd genomen, kan een beroep worden ingesteld volgens de procedure bedoeld in de artikelen 95 tot 99 van het takendecreet.

Tegen de bepaling, door de klassenraad, krachtens het eerste lid, 2°, van de vormen en afdelingen die de leerling kan volgen in het derde jaar van het secundair onderwijs kan een beroep worden ingesteld volgens de procedure bedoeld in de artikelen 95 tot 99 van het takendecreet.

Art. 28. § 1. Op het einde van het gedifferentieerde tweede jaar, op grond van het verslag bedoeld in artikel 22, bepaalt de klassenraad, voor de leerling die houder is van het basisstudiegetuigschrift en die op de datum van 31 december van het volgende schooljaar niet de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt, de vormen en afdelingen die de leerling kan volgen in het derde jaar van het secundair onderwijs en brengt de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent daar op de hoogte van, en oriënteert hem :

1° ofwel naar het gemeenschappelijke tweede jaar. In dit geval kunnen de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent eveneens één van de derde jaren van het secundair onderwijs, overeenstemmend met de vormen en afdelingen bepaald door de klassenraad, kiezen;

2° ofwel naar het aanvullend jaar georganiseerd op het einde van een tweede jaar overeenkomstig titel III of één van de derde jaren van het secundair onderwijs, overeenstemmend met de vormen en afdelingen bepaald door de klassenraad. Die keuze wordt gedaan door de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent.

Wanneer de keuze bedoeld in 1° of in 2° betrekking heeft op één van de derde jaren van het secundair onderwijs, deelt de klassenraad de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22.

§ 2. Op het einde van het gedifferentieerde tweede jaar, op grond van het verslag bedoeld in artikel 22, bepaalt de klassenraad, voor de leerling die houder is van het basisstudiegetuigschrift en die op de datum van 31 december van het volgende schooljaar de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt, de vormen en afdelingen die de leerling kan volgen in het derde jaar van het secundair onderwijs en brengt de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent daar op de hoogte van, die één van de volgende keuzen doet :

1° ofwel het aanvullend jaar georganiseerd op het einde van een tweede jaar overeenkomstig titel III;

2° ofwel één van de derde jaren van het secundair onderwijs, overeenstemmend met de vormen en afdelingen bepaald door de klassenraad. Deze deelt de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22.

§ 3. Op het einde van het gedifferentieerde tweede jaar, voor de leerling die geen houder is van het basisstudiegetuigschrift, bepaalt de klassenraad de vormen en afdelingen die de leerling kan volgen in een derde jaar van het secundair onderwijs en brengt de ouders en de persoon die de ouderlijke macht uitoefent daar op de hoogte van, die één van de volgende keuzen doet :

1° ofwel een aanvullend jaar in de gedifferentieerde eerste graad;

2° ofwel één van de derde jaren van het secundair onderwijs, overeenstemmend met de vormen en afdelingen bepaald door de klassenraad. Deze deelt de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22, alsook op de beheersing van de competenties bedoeld op het einde van de tweede stap van het pedagogisch continuüm overeenkomstig artikel 16, § 2 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 alsook het voormelde decreet van 19 juli 2001 in verband met het uitreken van het basisstudiegetuigschrift.

Iedere leerling op wie de bepaling van het eerste lid, 2° van deze paragraaf van toepassing is, legt, op het einde van het volgende schooljaar, de proef af die leidt tot het uitreken van het basisstudiegetuigschrift zoals bepaald in de artikelen 30 en volgende van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het basisstudiegetuigschrift.



§ 4. Op het einde van het aanvullend gedifferentieerd jaar bedoeld in § 3, op grond van het verslag bedoeld in artikel 22, voor de leerling die houder is van het basisstudiegetuigschrift, bepaalt de klassenraad de vormen en afdelingen die de leerling in het derde jaar van het secundair onderwijs kan volgen en brengt de ouders en de persoon die de ouderlijke macht uitoefent daar op de hoogte van, die één van de volgende keuzen doet :

1° ofwel het derde differentiatie- en oriëntatiejaar bedoeld in titel V;

2° ofwel één van de derde jaren van het secundair onderwijs, overeenstemmend met de vormen en afdelingen bepaald door de klassenraad. Deze deelt de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22.

Op het einde van het aanvullend gedifferentieerd jaar bedoeld in § 3, op grond van het verslag bedoeld in artikel 22, voor de leerling die geen houder is van het basisstudiegetuigschrift, bepaalt de klassenraad de vormen en afdelingen die de leerling kan volgen in het derde jaar van het secundair onderwijs en brengt de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent daar op de hoogte van, die één van de derde jaren van het secundair onderwijs, overeenstemmend met de vormen en afdelingen bepaald door de klassenraad, kiest. Deze deelt de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22.

Tegen de bepaling, door de klassenraad, krachtens § 1, eerste lid, § 2, eerste lid, § 3, eerste lid, en § 4, eerste lid, van de vormen en afdelingen die de leerling in het derde jaar van het secundair onderwijs kan volgen, kan een beroep worden ingediend volgens de procedure bedoeld in de artikelen 95 tot 99 van het takendecreet.

Art. 29. Als de klassenraad bekrachtigt dat de leerling die de maatregel bedoeld in artikel 6, § 2, heeft genoten en die zijn basisstudiegetuigschrift in het kader van de bepaling bedoeld in artikel 18 niet heeft behaald, geslaagd is voor de eerste graad van het secundair onderwijs, dan wordt die leerling geacht houder te zijn van het basisstudiegetuigschrift op het einde van de eerste graad van het secundair onderwijs.

Art. 30. § 1. Vóór 15 januari van het lopende schooljaar, op grond van een verslag over de competenties die werden verworven ten opzichte van de basisvaardigheden bedoeld op het einde van de derde stap van het pedagogisch continuüm overeenkomstig artikel 16, § 2 van het voormelde decreet van 24 juli 1997 alsook het voormelde decreet van 19 juli 2001, voor de leerling die ingeschreven is in het derde differentiatie- en oriëntatiejaar, kan de klassenraad :

1° ofwel bekrachtigen dat de leerling geslaagd is voor de eerste graad van het secundair onderwijs;

2° ofwel voorstellen dat hij georiënteerd wordt naar het derde jaar van het secundair onderwijs in een vorm en in een afdeling die hij bepaalt. De klassenraad deelt de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22.

De begeleidingsraad bepaalt de nadere regels voor de hulpverlening en de pedagogische steunverlening aan de leerling op wie de in het vorige lid bedoelde bepalingen van toepassing zijn.

§ 2. Op het einde van het derde differentiatie- en oriëntatiejaar, op grond van een verslag over de competenties die werden verworven ten opzichte van het referentiesysteem voor de basisvaardigheden bedoeld op het einde van de derde stap van het pedagogisch continuüm overeenkomstig artikel 16, § 2, van het voormelde decreet van 24 juli 1997 alsook het voormelde decreet van 19 juli 2001 :

1° ofwel bekrachtigt de klassenraad dat de leerling voor de eerste graad van het secundair onderwijs geslaagd is;

2° ofwel oriënteert de klassenraad de leerling naar het derde jaar van het secundair onderwijs in een vorm en een afdeling die hij bepaalt. De klassenraad deelt de leerling een document mee dat aanvullende raadgevingen voor zijn oriëntatie inhoudt. Die raadgevingen hebben betrekking op de aangeraden en, in voorkomend geval, afgeraden oriëntaties in verband met het verslag bedoeld in artikel 22.

Art. 31. De Regering stelt het model vast van het getuigschrift dat bekrachtigt dat de leerling voor de eerste graad van het secundair onderwijs geslaagd is.

De Regering stelt het model vast van de documenten betreffende andere beslissingen dan die in verband met de bekrachtiging dat de leerling geslaagd is, genomen krachtens de artikelen 23 tot 30. ».

Art. 7. De artikelen 16, 17, 18, 19 van hetzelfde decreet worden respectievelijk de artikelen 32, 33, 34, 35.

Art. 8. In artikel 17 van hetzelfde decreet, dat artikel 36 is geworden,, worden de woorden « in artikel 16 » vervangen door de woorden « in artikel 32 ».

Art. 9. In artikel 18 van hetzelfde decreet, dat artikel 37 is geworden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « in artikel 16 » worden vervangen door de woorden « in artikel 32 »;

2° er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Bij wijze van overgangsmaatregel, voor het schooljaar 2008-2009, organiseren de inrichtingshoofden, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en de inrichtende machten, in het gesubsidieerd onderwijs, het aanvullend jaar georganiseerd op het einde van het gemeenschappelijke tweede jaar alsook het gedifferentieerde tweede jaar, volgens de nadere regels die geldig zijn gedurende het schooljaar 2007-2008. »

3° er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Het aanvullend gedifferentieerd jaar bedoeld in artikel 28 § 3, eerste lid, 1° van dit decreet zal vanaf het schooljaar 2009-2010 kunnen worden georganiseerd. Bij wijze van overgangsmaatregel zullen de leerlingen die geen houder zijn van het basisstudiegetuigschrift en die een attest C hebben behaald op het einde van het tweede beroepsjaar op het einde van het schooljaar 2008-2009 het aanvullend gedifferentieerd jaar kunnen volgen. »

4° er wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Bij wijze van overgangsmaatregel, voor de schooljaren 2008-2009 en 2009-2010, zullen de leerlingen die een attest B of C op het einde van de schooljaren 2007-2008 en 2008-2009 hebben behaald, kunnen worden georiënteerd naar het specifieke differentiatie- en oriëntatiejaar georganiseerd op het einde van de 1e graad van het secundair onderwijs en bedoeld in titel V van dit decreet, voor zover ze de eerste graad gedurende drie jaar hebben gevolgd en zij op 31 december van het volgende schooljaar de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

**Art. 10.** In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« In artikel 3, § 3, vierde lid, 4°, worden de woorden « in het eerste jaar B, tweede beroepsjaar of in de gedifferentieerde eerste graad » : » vervangen door de woorden « in de gedifferentieerde eerste graad » : ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur, en de organisatie van het secundair onderwijs*

**Art. 11.** In artikel 2, § 2, tweede lid van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur, en de organisatie van het secundair onderwijs, worden de woorden « Die eerste twee jaren kunnen eveneens worden georganiseerd in de vorm van een gedifferentieerde eerste graad. » vervangen door de woorden « Die eerste twee jaren worden georganiseerd in de vorm van een gedifferentieerde eerste graad voor de leerlingen die geen houder zijn van het basisstudiegetuigschrift. ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het koninklijk besluit nr. 2 van 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximum aantal lestijden per week in het onderwijs met volledig leerplan van het secundair onderwijs, van het aanvullend secundair beroepsonderwijs*

**Art. 12.** In artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 2 van 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximum aantal lestijden per week in het onderwijs met volledig leerplan van het secundair onderwijs, van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, vervangen bij het decreet van 10 april 1995 en gewijzigd bij de decreten van 30 november 2000 en 12 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het derde lid van § 1 wordt opgeheven;

2° § 5 wordt aangevuld als volgt : « met uitzondering van de aanvullende en gedifferentieerde jaren waaruit de eerste graad van het secundair onderwijs bestaat ».

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II*

**Art. 13.** In artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « In de eerste en in de tweede graad » vervangen door de woorden « In de tweede graad »;

2° Het eerste lid, 2° wordt opgeheven;

3° Het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

de woorden « eerste leerjaar A » worden vervangen door de woorden « gemeenschappelijk eerste leerjaar ».

**Art. 15.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, 1° worden de woorden « eerste leerjaar A » vervangen door de woorden « gemeenschappelijk eerste leerjaar »;

2° In § 1, 2° worden de woorden « eerste leerjaar B » vervangen door de woorden « gedifferentieerd eerste leerjaar »;

3° In § 1, 3° worden de woorden « in het tweede beroepsvoorbereidend jaar » vervangen door de woorden « gedifferentieerd tweede leerjaar ».

**Art. 16.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 3 worden de woorden « Voor het eerste leerjaar B en voor het tweede beroepsvoorbereidend jaar » vervangen door de woorden « Voor het gedifferentieerd eerste leerjaar en voor het gedifferentieerd tweede leerjaar »;

2° In § 4, 1° worden de woorden « eerste leerjaar A » vervangen door de woorden « gemeenschappelijk eerste leerjaar ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht*

**Art. 17.** In de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Artikel 6, tweede lid, wordt opgeheven;

2° In artikel 7 wordt het woord « eerste » geschrapt.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 18.** In artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, worden de woorden « in het eerste leerjaar B van het secundair onderwijs of in het secundair beroepsonderwijs » vervangen door de woorden « in de gedifferentieerde eerste graad, het differentiatie- en oriëntatiejaar bedoeld in artikel 19, geïntegreerd door het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven in het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs ».

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs*

**Art. 19.** In artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 juli 1996 en bij het decreet van 30 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 en 2 worden vervangen als volgt : « § 1. De organisatie van de gemeenschappelijke of gedifferentieerde eerste graad wordt bepaald door het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs. »;

2° In § 5 worden de woorden « voor zover een eerste leerjaar B wordt ingericht hetzij in deze inrichting, hetzij in een inrichting van de scholengemeenschap waartoe deze inrichting behoort. » geschrapt.

**Art. 20.** Artikel 5, § 4 van hetzelfde besluit, aangevuld met het besluit van de Regering van 19 juli 1993, vervangen bij het besluit van de Regering van 15 juli 1996 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 13 juni 1997 en bij het decreet van 30 juni 2006, wordt opgeheven.

**Art. 21.** § 5bis van artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, het besluit van de Regering van 15 juli 1996 en het decreet van 30 juni 2006, wordt opgeheven.

**Art. 22.** Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 19 juli 1993, vervangen bij het besluit van de Regering van 15 juli 1996 en gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, wordt opgeheven.

**Art. 23.** In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 19 juli 1993 en 20 juni 1994, vervangen bij het besluit van de Regering van 15 juli 1996 en gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 13 juni 1997 en 2 april 1998 en bij het decreet van 30 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Kunnen tot het derde leerjaar van het technisch of het kunstsecundair onderwijs van het type I als regelmatige leerlingen worden toegelaten, de regelmatige leerlingen die :

1° hetzij de eerste graad van het secundair onderwijs met vrucht hebben beëindigd;

2° hetzij het derde leerjaar van het secundair beroepsonderwijs met volledig leerplan, hetzij het derde leerjaar van het alternerend secundair onderwijs bedoeld in artikel 2bis, § 1, 1° van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs met vrucht hebben beëindigd en die een gunstig advies van de Toelatingsraad hebben gekregen;

3° hetzij gericht worden door de klassenraad naar een derde secundair leerjaar binnen de vormen en afdelingen bepaald door de bovenvermelde raad. »

2° In § 2, 1°, worden de woorden « van het beroepssecundair onderwijs of de eerste graad van het secundair onderwijs, met het tweede gemeenschappelijk jaar, of de eerste 2 leerjaren van het algemeen of technisch onderwijs van type II » vervangen door de woorden « gedifferentieerd van de eerste graad van het secundair onderwijs, of de eerste graad van het secundair onderwijs, met hetzij het gemeenschappelijk tweede leerjaar, hetzij het aanvullende leerjaar georganiseerd na dit laatste jaar, ofwel het derde differentiatie- en oriëntatiejaar »;

3° § 2, 2° wordt opgeheven;

4° In § 2, 3° worden de woorden « die de bepalingen betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften niet naleven » ingevoegd na de woorden « de leerlingen die de leeftijd van zestien jaar hebben bereikt ».

**Art. 24.** In artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 augustus 1989 en bij het besluit van de Regering van 19 juli 1993, vervangen bij het besluit van de Regering van 15 juli 1996, aangevuld met het besluit van de Regering van 2 april 1998 en gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 en 2 worden opgeheven;

2° In § 3, 1° worden de woorden « bedoeld in de artikelen 23, § 7 en 48, § 7 » vervangen door de woorden « georganiseerd na het tweede leerjaar van de eerste graad van het secundair onderwijs »;

3° § 4 wordt opgeheven.

**Art. 25.** Artikel 21, § 3 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van 24 april 1995 en gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 15 juli 1996 en 2 april 1998, wordt opgeheven.

**Art. 26.** In artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, het besluit van de Executieve van 30 augustus 1989, de besluiten van de Regering van 19 juli 1993, 20 juni 1994, 24 april 1995, 2 april 1998 en bij het decreet van 30 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « De eerste graad van het secundair onderwijs van type I met inbegrip van het tweede gemeenschappelijk jaar of van het tweede jaar beroepsonderwijs van type I en, desnoods, het bijkomend jaar bedoeld bij § 7 van dit artikel alsook de derde, » vervangen door de woorden « De derde. »;

2° Het tweede lid van § 2 wordt opgeheven;

3° de § 6 en 7 worden opgeheven.

**Art. 27.** § 1, 1bis en 1ter van artikel 24 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 1 juni 1987, en bij de besluiten van de Regering van 19 juli 1993, 24 april 1995 en 15 juli 1996, worden opgeheven.

**Art. 28.** Artikel 30 van hetzelfde besluit, aangevuld met het koninklijk besluit van 3 juli 1985 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 438 van 11 augustus 1986, wordt opgeheven.

**Art. 29.** Artikel 34 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 20 juni 1994 en vervangen bij het besluit van de Regering van 15 juli 1996 en bij het decreet van 30 juni 2006, wordt opgeheven.

**Art. 30.** In artikel 35 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 19 juli 1993 en 20 juni 1994, vervangen bij het besluit van de Regering van 15 juli 1996, aangevuld met het besluit van de Regering van 2 april 1998 en gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° hetzij het gemeenschappelijk tweede leerjaar van de eerste graad van het secundair onderwijs »;

2° In § 1, 2° worden de woorden « of gedifferentieerd » toegevoegd na het woord « gemeenschappelijk »;

3° In § 1, 4° worden de woorden « bedoeld in de artikelen 23, § 7 en 48, § 7 » vervangen door de woorden « georganiseerd na het eerste of het tweede leerjaar van de eerste graad van het secundair onderwijs. »;

4° § 2, 1° wordt vervangen als volgt :

« 2° de regelmatige leerlingen die met vrucht het gedifferentieerd tweede leerjaar van de eerste graad van het secundair onderwijs of de eerste graad van het secundair onderwijs hebben beëindigd met ofwel het gemeenschappelijk tweede leerjaar, ofwel het aanvullend leerjaar georganiseerd na dit laatste jaar of het derde differentiatie- en oriëntatiejaar georganiseerd binnen de tweede graad. »

5° § 2, 2° wordt opgeheven.

6° In § 2, 3° worden de woorden « die de bepalingen van de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften niet naleven » ingevoegd na de woorden « de leerlingen van 16 jaar ».

**Art. 31.** Artikel 45, § 1, 1° van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 augustus 1989 en de besluiten van de Regering van 19 juli 1993, 15 juli 1996 en 2 april 1998, wordt vervangen als volgt :

« 1° tot 15 januari in het derde en het vierde leerjaar met inbegrip van de overgang van het aanvullend leerjaar georganiseerd na het tweede leerjaar van de eerste graad van het secundair onderwijs naar het derde leerjaar van het beroepssecundair onderwijs. »

**Art. 32.** Artikel 46, § 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 20 juni 1994, 24 april 1995, 15 juli 1996 en 2 april 1998, wordt opgeheven.

**Art. 33.** In artikel 48 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985 en de besluiten van de Regering van 20 juni 1994 en 2 april 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « Het geheel van de eerste twee studie jaren van het secundair onderwijs van type II, het bijkomend jaar bedoeld bij § 7 van dit artikel, » geschrapt;

2° Het tweede lid van § 2 wordt opgeheven.

**Art. 34.** § 1 en *1bis* van artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 1 juni 1987 en bij de besluiten van de Regering van 19 juli 1993, 20 juni 1994, 15 juli 1996 en 2 april 1998, worden opgeheven.

*HOOFDSTUK IX. — Wijziging van het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II*

**Art. 35.** In het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, wordt een artikel *21quater* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. *21quater*. § 1. Buiten het totaal aantal lestijden-leerkracht en de toepassing van de artikelen *21bis* en *21ter* worden, voor het schooljaar 2008-2009, voor de inrichtingen voor secundair onderwijs die de gemeenschappelijke eerste graad organiseren, zeshonderd lestijden toegekend. Deze lestijden worden bestemd voor de organisatie van de remediëring en van de aanvullende jaren binnen de eerste graad.

De Regering verdeelt de zeshonderd lestijden bedoeld in het vorige lid onder de betrokken schoolinrichtingen op basis van het aantal leerlingen ingeschreven op 15 januari 2008 binnen de gemeenschappelijke eerste graad in elke inrichting.

§ 2. Elk schooljaar, vanaf het schooljaar 2009-2010, buiten het totaal aantal lestijden-leerkracht en de toepassing van de artikelen *21bis* en *21ter*, worden, voor de betrokken inrichtingen voor secundair onderwijs die een gemeenschappelijke eerste graad organiseren, vierduizend vijfhonderd lestijden toegekend, verminderd met het aantal lestijden verkregen in het schooljaar daarvoor door het geheel van de schoolinrichtingen met toepassing van artikel 11, § 1, 2° en 3° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en waarvoor hetzij het gedifferentieerde eerste of tweede leerjaar minder dan zes leerlingen telt, hetzij het gedifferentieerde eerste en tweede leerjaar minder dan twaalf leerlingen telt.

De lestijden bedoeld in het vorige lid worden bestemd voor de organisatie van de remediëring en van de aanvullende jaren binnen de eerste graad.

De Regering verdeelt de lestijden bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf onder de betrokken schoolinrichtingen op basis van het aantal leerlingen ingeschreven op 15 januari 2008 binnen de gemeenschappelijke eerste graad in elke inrichting.



§ 3. Het gebruik van het aantal lestijden-leerkracht toegekend aan elke schoolinrichting met toepassing van de paragrafen 1 en 2 van dit artikel, wordt onderworpen aan het voorafgaande advies, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of, bij gebrek hieraan, van de syndicale afvaardiging, met recht op evocatie van het bureau voor bemiddeling bij onenigheid. »

§ 4. Uiterlijk op 30 juni 2011 evalueert de Regering het gebruik en de verdeling van de lestijden toegekend in het kader van de bepalingen bedoeld in dit artikel.

Deze evaluatie baseert zich inzonderheid op de evolutie van het aantal leerlingen die toegang hebben tot het secundair onderwijs en die houder zijn van een basisstudiegetuigschrift.

HOOFDSTUK X. — *Wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

**Art. 36.** In artikel 4 wordt het tweede lid van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij de decreten van 27 december 1993, 2 april 1996, 14 juni 2001 en 30 juni 2006, opgeheven.

**Art. 37.** In artikel 7, vijfde lid van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij de decreten van 27 december 1993, 2 april 1996, 14 juni 2001 en 30 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In 2° worden de woorden « het eerste jaar B » vervangen door de woorden « het gedifferentieerde eerste jaar »;

2° In 3° wordt het woord « beroeps » vervangen door het woord « gedifferentieerde »;

3° In 10° worden de woorden « algemeen en het technisch onderwijs » geschrapt;

4° In 11° wordt het woord « beroeps » vervangen door het woord « gedifferentieerde »;

5° In het zesde lid worden de woorden « Onverminderd het eerste lid van artikel 3 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992, » ingevoegd vóór de woorden « De leerlingen ingeschreven in het aanvullend jaar »;

6° In het zesde lid worden de woorden « in artikel 23, § 7 van het besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « in de Titel III van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven »;

7° In het zevende lid worden de woorden « eerste jaar B » vervangen door de woorden « gedifferentieerde eerste jaar ».

**Art. 38.** In artikel 10, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 27 december 1993, 10 april 1994, 2 april 1996, aangevuld met het decreet van 30 november 2000 en gewijzigd bij het decreet van 30 juni 2006, worden de woorden « algemeen en het technisch onderwijs » geschrapt.

**Art. 39.** In artikel 11, eerste lid, 3° van hetzelfde decreet, aangevuld met de decreten van 2 april 1996, 25 juli 1996 en 30 juni 2006, wordt het woord « beroeps » vervangen door het woord « gedifferentieerde ».

**Art. 40.** In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In 1° worden de woorden « eerste jaar B » vervangen door de woorden « gedifferentieerde eerste jaar »;

2° In 2° worden de woorden « in het tweede jaar beroepsonderwijs » vervangen door de woorden « in het gedifferentieerde tweede jaar », en worden de woorden « secundair beroepsonderwijs » vervangen door de woorden « gedifferentieerd secundair onderwijs ».

**Art. 41.** In artikel 14, § 3 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 2 april 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « aan het eerste jaar B » vervangen door de woorden « aan het gedifferentieerde eerste jaar »;

2° In het tweede lid worden de woorden « aan het tweede jaar beroepsonderwijs » vervangen door de woorden « aan het gedifferentieerde tweede jaar ».

**Art. 42.** In artikel 17 van hetzelfde decreet wordt de volgende wijziging aangebracht :

1° In het tweede lid worden de woorden « Met uitzondering van de gemeenschappelijke of gedifferentieerde eerste graden, van de jaren waaruit deze bestaan en van het differentiatie- en oriëntatiejaar bedoeld in artikel 19, geïntegreerd door het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven in het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, is het » ingevoegd vóór de woorden « eerste lid ».

**Art. 43.** In artikel 21 *quinquies* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 31 van het decreet van 4 januari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « en in het tweede jaar van het beroepsonderwijs » vervangen door de woorden « en in het tweede jaar van de gedifferentieerde eerste graad, in het gedifferentieerde aanvullend jaar bedoeld in artikel 28, § 2, alsook in het derde differentiatie- en oriëntatiejaar bedoeld in artikel 19, geïntegreerd door het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven in het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs ».

2° In § 2 worden de woorden « in het tweede jaar van de gedifferentieerde eerste graad, in het gedifferentieerde aanvullend jaar bedoeld in artikel 28, § 2 alsook in het derde differentiatie- en oriëntatiejaar bedoeld in artikel 19, geïntegreerd door het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven in het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs » ingevoegd tussen de woorden « Deze coëfficiënt is de eenheid » en het woord « behoudens ».

*HOOFDSTUK XI. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

**Art. 44.** In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de woorden « het eerste jaar A » vervangen door de woorden « het gemeenschappelijke eerste jaar ».

**Art. 45.** In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 1 juni 1993 en 11 april 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de woorden « In het eerste leerjaar A en in het tweede gemeenschappelijk leerjaar van type I alsmede in de eerste twee leerjaren van het algemeen onderwijs en van het technisch onderwijs van type II : » vervangen door de woorden « In het gemeenschappelijke eerste jaar en in het gemeenschappelijke tweede jaar van het secundair onderwijs met uitzondering van de leerlingen die ingeschreven werden in het gedifferentieerde eerste jaar en die hun basisstudiegetuigschrift na dit laatste jaar hebben behaald : »; en worden de woorden « eerste jaar A » van 3° vervangen door de woorden « gemeenschappelijke eerste jaar »;

2° In § 2 worden de woorden « In het eerste leerjaar A » vervangen door de woorden « In het gemeenschappelijke eerste jaar »;

3° Na § 2 wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt : « § 3. De leerling die zijn basisstudiegetuigschrift na het gedifferentieerde eerste of tweede jaar heeft behaald, veroorzaakt het aantal lestijden-leerkracht berekend op basis van het eerste lid van artikel 3 van dit besluit tijdens zijn schooltraject binnen de gemeenschappelijke eerste graad. »

**Art. 46.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « het eerste jaar B » vervangen door de woorden « het gedifferentieerde eerste jaar »;

2° In het tweede lid worden de woorden « In het tweede jaar secundair beroepsonderwijs van type I en in de eerste twee jaren secundair beroepsonderwijs van type II » vervangen door de woorden « In het gedifferentieerde tweede jaar van het secundair onderwijs »;

3° In het derde lid worden de woorden « In het tweede jaar secundair beroepsonderwijs » vervangen door de woorden « In het gedifferentieerde tweede jaar ».

**Art. 47.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 6 ter toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 6ter. In het derde differentiatie- en oriëntatiejaar wordt het aantal lestijden-leerkracht berekend op 1 oktober van het lopende schooljaar en bekomen door het aantal leerlingen met 30 te vermenigvuldigen, te delen door 10 voor een eerste reeks van 20 leerlingen, door 12 voor een tweede reeks van 20 leerlingen, door 14 voor de volgende leerlingen. »

**Art. 48.** In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 1 juni 1993 en 11 april 1996, aangevuld met het besluit van de Regering van 25 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, 1° worden de woorden « eerste jaar A » vervangen door de woorden « gemeenschappelijk eerste jaar »;

2° In § 1, 2° worden de woorden « eerste jaar B » vervangen door de woorden « gedifferentieerd eerste jaar » en worden de woorden « tweede jaar beroepsonderwijs » vervangen door de woorden « gedifferentieerd tweede jaar »;

3° in § 1, 3° worden de woorden « eerste jaar B » vervangen door de woorden « gedifferentieerd eerste jaar » en worden de woorden « tweede jaar beroepsonderwijs » vervangen door de woorden « gedifferentieerd tweede jaar ».

4° in § 2, 1° worden de woorden « eerste jaar A » vervangen door de woorden « gemeenschappelijk eerste jaar ».

**Art. 49.** In artikel 12, § 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 1 juni 1993, 11 april 1996 en 25 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, 1° worden de woorden « eerste jaar A » vervangen door de woorden « gemeenschappelijk eerste jaar » en wordt 2° opgeheven;

2° In het tweede lid, 1° worden de woorden « eerste jaar A » vervangen door de woorden « gemeenschappelijk eerste jaar » en wordt 2° opgeheven;

3° In het derde lid worden de woorden « eerste jaar A » vervangen door de woorden « gemeenschappelijk eerste jaar » en wordt 2° opgeheven;

4° In het vierde lid, 1° worden de woorden « eerste jaar A » vervangen door de woorden « gemeenschappelijk eerste jaar » en wordt 2° opgeheven;

5° In § 6 worden de woorden « eerste jaar A » vervangen door de woorden « gemeenschappelijk eerste jaar ».

HOOFDSTUK XII. — *Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

**Art. 50.** In artikel 4, vierde lid van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de woorden « aan de behoeften van sommige leerlingen, kunnen de eerste twee jaren van het secundair onderwijs (gewoon en gespecialiseerd van vorm 4) op een gedifferentieerde manier georganiseerd worden » vervangen door de woorden « aan de behoeften van de leerlingen die niet houder zijn van het basisstudiegetuigschrift, worden de eerste twee jaren van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 op een gedifferentieerde manier georganiseerd, »

**Art. 51.** In het vijfde lid van artikel 4 worden de woorden « met uitzondering van het derde differentiatie- en oriëntatiejaar » ingevoegd tussen de woorden « Het derde » en het woord « vierde ».

**Art. 52.** In het derde lid van artikel 15 van het voornoemde decreet worden de woorden « In het kader van de bepalingen vastgesteld in het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs bepaalt het » ingevoegd vóór de woorden « project van de inrichting ».

HOOFDSTUK XIII. — *Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs*

**Art. 53.** In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs, wordt artikel 3, § 3, gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006, opgeheven.

HOOFDSTUK XIV. — *Opheffing van het decreet van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

**Art. 54.** Het decreet van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XV. — *Wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs*

**Art. 55.** In artikel 8, § 1 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, wordt tussen het vierde lid en het vijfde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor elke externe evaluatie die niet bekrachtigd wordt met een getuigschrift, zoals bedoeld in de tweede, derde en vierde leden van deze paragraaf, wordt een specifieke proef georganiseerd voor de leerlingen die het gedifferentieerde tweede jaar volgen. De organisatie van deze proef wordt toevertrouwd aan de werkgroep, zoals bedoeld in artikel 9 en volgende, die belast is met de organisatie van de proef bestemd voor de leerlingen van het gemeenschappelijke tweede jaar. »

HOOFDSTUK XVI. — *Wijziging van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

**Art. 56.** Titel III en de artikelen 13 tot 15 van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, worden opgeheven.

HOOFDSTUK XVII. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 57.** Voor de toepassing van de statutaire bepalingen inzake bekwaamheidsbewijzen worden de gedifferentieerde eerste en tweede jaren met inbegrip voor dit laatste van het gedifferentieerd aanvullend jaar bedoeld in artikel 28, § 3, 1° van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, respectievelijk gelijkgesteld met het eerste jaar B en het tweede jaar beroepsonderwijs.

**Art. 58.** Bij wijze van overgangsmaatregel zullen de bepalingen van dit decreet die ofwel in een opheffing van het tweede jaar beroepsonderwijs ofwel in een verandering van de benaming van het tweede jaar beroepsonderwijs in een gedifferentieerd tweede jaar voorzien, op 1 oktober 2009 in werking treden.

**Art. 59.** § 1. Bij wijze van overgangsmaatregel voor het schooljaar 2008-2009 kunnen de leerlingen die hun basisstudiegetuigschrift hebben behaald volgens de nadere regels bedoeld in artikel 37 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, als regelmatige leerlingen ingeschreven worden in het gedifferentieerde eerste jaar.

Bij wijze van overgangsmaatregel voor het schooljaar 2008-2009 en mits toestemming van de ouders, kunnen de leerlingen die hun basisstudiegetuigschrift hebben behaald volgens de nadere regels bedoeld in artikel 37 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, op voorstel van de klassenraad, ingeschreven worden in het gedifferentieerde eerste jaar tot 15 januari van het lopende schooljaar na de lessen in het gemeenschappelijke eerste jaar te hebben gevolgd.

§ 2. Na ofwel het eerste jaar B of het gedifferentieerde eerste jaar, wordt door de inrichting die één of meer leerlingen ontvangt die betrokken zijn bij één van de bepalingen bedoeld in § 1 en 2 van dit artikel, een specifieke evaluatie georganiseerd voor de bovenvermelde leerlingen. Deze evaluatie heeft betrekking op de evolutie van de beheersing van de basisvaardigheden, inzonderheid deze bedoeld aan het einde van de tweede stap van het pedagogisch continuüm overeenkomstig artikel 16, § 2 van het decreet van 24 juli 1997 en het decreet van 19 juli 2001. De inbrengen van deze evaluatie maken deel uit van het verslag bedoeld in artikel 22 van dit decreet, opgesteld met het oog op de oriëntatiebeslissing genomen overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 24.

**Art. 60.** De beginselen opgenomen in de artikelen 61 en volgende zijn overgangsmaatregelen die van toepassing zijn in het kader van de uitvoering van dit decreet, en inzonderheid omdat dit decreet de titels IV en V invoert in het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs.

De Regering bepaalt de tabellen die de gevolgen weergeven van de nieuwe pedagogische organisatie bedoeld in het eerste lid op het gebied van de classificatie van de cursussen en de ambten waaronder ze ressorteren.

**Art. 61.** § 1. Het personeelslid dat op 31 augustus 2008 of op 31 augustus 2009 vast benoemd of aangeworven is in vast verband in het ambt waaronder een cursus vóór de inwerkingtreding van dit decreet ressorteert, wordt geacht vast benoemd of aangeworven te zijn in vast verband, naargelang het geval, in het(de) ambt(en) waaronder de cursus voortaan zal ressorteren overeenkomstig de tabellen bedoeld in artikel 60, tweede lid voor zover er geen verandering is in classificatie van het betrokken ambt.

§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstsonderwijs, en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstsonderwijs, wanneer het vereiste bekwaamheidsbewijs een bestanddeel van nuttige ervaring omvat ofwel voor een ambt van technische cursussen, ofwel voor een ambt van beroepspraktijk, ofwel voor een ambt van technische cursussen en van beroepspraktijk, blijft het personeelslid dat benoemd of aangeworven is in vast verband, waarvoor een dergelijke ervaring erkend werd in een betrokken specialiteit overeenkomstig de toegepaste statutaire bepalingen, deze erkenning genieten voor de betrokken specialiteit in de uitoefening van zijn nieuwe ambt van technische cursussen of in een ambt van beroepspraktijk of in een ambt van technische cursussen en beroepspraktijk.

§ 3. In afwijking van artikel 3, § 1, 3°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstsonderwijs, houdt de notie van "hetzelfde ambt" trouwens in dat het om een ambt gaat :

- van dezelfde categorie : bestuurs- en onderwijzend personeel; opvoedend hulp personeel; sociaal personeel; paramedisch personeel; psychologisch personeel;
- van dezelfde aard : wervingsambt; selectieambt; bevorderingsambt;
- van hetzelfde onderwijsniveau (lager secundair onderwijs, hoger secundair onderwijs) voor het bestuurs- en onderwijzend personeel alleen behalve voor leraars oude talen met het vereiste bekwaamheidsbewijs.

Indien het ambt bedoeld in het eerste lid een lagere bezoldiging bezorgt dan die van het ambt waarin het personeelslid alles of een gedeelte van zijn opdracht verliest, blijft het personeelslid de bezoldiging genieten die verbonden is aan dit ambt naar rata van het betrokken aantal lestijden.

§ 4. Het personeelslid dat op 31 augustus 2008 of op 31 augustus 2009 titularis was in vast verband van een cursus en dat, na toepassing van de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstsonderwijs, en van de bepalingen bedoeld in de vorige § , het verlies van de lestijden zou moeten ondergaan dat verbonden is aan de herindeling van het ambt waaronder de cursus ressorteert overeenkomstig de tabellen bedoeld in artikel 60, tweede lid, wordt terug in dienst geroepen bij zijn inrichtende macht voor de uitoefening van de lestijden verbonden aan de cursus waarvan het titularis is en dit, vóór elke andere tijdelijke of prioritaire tijdelijke aanstelling.

Het personeelslid dat terug in dienst wordt geroepen bij zijn inrichtende macht overeenkomstig het vorige lid, blijft aangeworven in vast verband in het oorspronkelijke ambt en geniet opnieuw de activiteitsweddesubsidie die overeenstemt met de prestaties die hij uitoefende vóór zijn terbeschikkingstelling.

De terugroeping in dienst bedoeld in het eerste lid wordt verlengd zolang de handelingen bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 bedoeld in het eerste lid en aangevuld of aangepast bij dit decreet, niet op het personeelslid bedoeld in deze paragraaf kunnen worden toegepast.

De aanwerving in vast verband in het ambt waarin de terugroeping in dienst bedoeld in de vorige leden uitgeoefend wordt, gebeurt nochtans slechts, met inachtneming van de statutaire bepalingen, mits toestemming van beide partijen.

§ 5. In afwijking van artikel 5, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstsonderwijs, moet de inrichtende macht die de opdracht van een personeelslid, benoemd in verschillende ambten, moet verminderen, na de maatregelen bedoeld in § 1 van het voornoemde artikel 5 te hebben uitgevoerd, voordat ze hem ter beschikking stelt in het ambt waar lestijden verloren zijn, hem lestijden toewijzen in het (de) andere ambt (en) :

waar het personeelslid vast benoemd is;

waarvoor het personeelslid houder is van het vereist bekwaamheidsbewijs;



op voorwaarde dat dit (deze) ambt(en)

- tot dezelfde categorie behoort(ren);
- van dezelfde aard zijn;
- tot hetzelfde niveau behoort(ren), voor het bestuurs- en onderwijzend personeel.

Indien het ambt bedoeld in het eerste lid een lagere bezoldiging bezorgt dan die van het ambt waarin het personeelslid zijn opdracht of een gedeelte ervan verliest, blijft het personeelslid de bezoldiging genieten die verbonden is aan dit ambt naar rata van het betrokken aantal lestijden.

Het personeelslid dat, naar aanleiding van de bovenvermelde voorafgaandelijke maatregelen, van zijn inrichtende macht een definitief vacante betrekking krijgt in hetzelfde ambt, wordt onmiddellijk vast benoemd in deze betrekking ongeacht de datum.

§ 6. In afwijking van artikel 2, § 4, tweede lid, vierde streepje van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs, kan de reffectatie ook gebeuren in een ambt dat een lagere bezoldiging bezorgt dan die van het ambt waarin het personeelslid zijn opdracht of een gedeelte ervan verliest.

In dit geval blijft het personeelslid de bezoldiging genieten die verbonden is aan zijn oorspronkelijke ambt naar rata van het betrokken aantal lestijden.

§ 7. Voor de toepassing van artikel 167bis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, en van de artikelen 13bis, derde lid; 13ter en 13quater van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, wanneer het vereiste bekwaamheidsbewijs een bestanddeel van nuttige ervaring omvat ofwel voor een ambt van technische cursussen, ofwel voor een ambt van beroepspraktijk, ofwel voor een ambt van technische cursussen en van beroepspraktijk, blijft het vast benoemd personeelslid, waarvoor een dergelijke ervaring erkend werd in een betrokken specialiteit overeenkomstig de toegepaste statutaire bepalingen, deze erkenning genieten voor de betrokken specialiteit in de uitoefening van zijn nieuwe ambt van technische cursussen en van beroepspraktijk of in een ambt van beroepspraktijk of in een ambt van technische cursussen en beroepspraktijk.

**Art. 62.** § 1. Voor de toepassing van de artikelen 34 en 42 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de diensten die door het personeelslid werden gepresteerd in het ambt waaronder de cursus op 31 augustus 2008 of op 31 augustus 2009 ressorteerde, op aanvraag van dit personeelslid, geacht gepresteerd te zijn in het (of één van de) ambt(en) waaronder de cursus voortaan ressorteert overeenkomstig artikel 60, tweede lid, op voorwaarde dat het personeelslid houder is ofwel van een vereist bekwaamheidsbewijs ofwel van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A voor de uitoefening van dit (deze) ambt(en).

§ 2. Voor de toepassing van de artikelen 24 en 30 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de diensten die door het personeelslid werden gepresteerd in het ambt waaronder de cursus op 31 augustus 2008 of op 31 augustus 2009 ressorteerde, op aanvraag van dit personeelslid, geacht gepresteerd te zijn in het (of één van de) ambt(en) waaronder de cursus voortaan ressorteert overeenkomstig artikel 60, tweede lid, op voorwaarde dat het personeelslid houder is ofwel van een vereist bekwaamheidsbewijs ofwel van een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A voor de uitoefening van dit (deze) ambt(en).

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel, wanneer het vereiste bekwaamheidsbewijs een bestanddeel van nuttige ervaring omvat ofwel voor een ambt van technische cursussen, ofwel voor een ambt van beroepspraktijk, ofwel voor een ambt van technische cursussen en van beroepspraktijk, blijft het tijdelijk personeelslid dat vraagt om in aanmerking te worden genomen voor de maatregelen bedoeld in de vorige § en waarvoor een dergelijke ervaring erkend werd in een betrokken specialiteit overeenkomstig de toegepaste statutaire bepalingen, deze erkenning genieten voor de betrokken specialiteit in de uitoefening van zijn nieuwe ambt van technische cursussen, of in een ambt van beroepspraktijk of in een ambt van technische cursussen en beroepspraktijk.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel, voor de tijdelijk aangestelde of aangeworven personeelsleden, worden de afwijkingen verworven in een cursus met toepassing van artikel 6 van de koninklijke besluiten van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs en met toepassing van het koninklijk besluit van 17 maart 1967 tot vaststelling van de bevoegdheidsbewijzen die voldoende geacht werden voor de leden van het personeel der vrije inrichtingen voor middelbaar en normaalonderwijs, op 31 augustus 2008 of op 31 augustus 2009, op aanvraag van het personeelslid, geacht ook verworven te zijn in het (of één van de) ambt(en) waaronder de cursus voortaan ressorteert overeenkomstig artikel 60, tweede lid. »

HOOFDSTUK XVIII. — *Inwerkingtreding*

**Art. 63.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2008, met uitzondering van artikel 26, eerste lid, 3°, dat op 1 oktober 2008 in werking treedt, en van artikel 23, dat op 1 oktober 2009 van toepassing wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 december 2007.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek  
en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN,

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota

(1) *Zitting 2007 – 2008.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 471 - 1. — Commissieamendementen, nr. 471-2. — Verslag, nr. 471-3.

*Integrale verslagen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 27 november 2007.

---

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2008 — 571

[C – 2008/29091]

**21 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 réglant l'intervention des Services du Gouvernement et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII dans les frais de transport des membres du personnel**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales notamment l'article 3, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), modifié par le décret du 27 février 2003, notamment l'article 13;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, modifié par le décret du 27 février 2003, notamment l'article 45, alinéa 2;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », modifié par le décret du 27 février 2003, notamment l'article 24, § 2;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, notamment l'article 137, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2002 réglant l'intervention des Services du Gouvernement et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII dans les frais de transport des membres du personnel;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 décembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 décembre 2007;

Vu le protocole n° 360 du Comité de Secteur XVII, conclu le 21 décembre 2007;